



Les Cahiers de l'IDRP

Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix



Automne 2021

Sommaire

3 Édito

Culture de la paix et de la non-violence

- 5 Liberté ou libertés ? Un concept multiple indissociable d'une société de paix
- 14 Médias de masse, violence et consolidation de la paix : une étude qualitative au Mexique

Multilatéralisme pour la paix

- 38 Afrique : Le partenariat entre l'UNESCO et les ONG pour une culture de la paix
- 45 Berlin - Kaboul, la fin d'un cycle ? L'opportunité d'une nouvelle ère humaine ?
- 51 L'Amérique latine à la recherche d'un nouveau multilatéralisme

Médias, livres et événements

- 59 Événement : en janvier 2022, deuxième mandat de cinq ans pour António Guterres
- 62 Lecture : Principes du gouvernement représentatif - Bernard Manin
- 63 Lecture : Principes élémentaires de propagande de guerre - Anne Morelli

Les Cahiers de l'IDRP font leur mue !

Daniel Durand
Chercheur, Directeur de l'IDRP

La rédaction des Cahiers de l'IDRP est fière de vous présenter ce numéro d'automne à double titre : sous l'impulsion de Jérôme et Lionel, un coup de jeune et de professionnalisme a été donnée à notre maquette. Deuxièmement, le contenu rédactionnel reflète bien les priorités de recherche que nous vous présentions dans le dernier numéro : un cahier « Culture de la paix et de la non-violence » et un deuxième cahier « Multilatéralisme pour la paix ».

Dans la 1ère partie, Jérôme Devillard s'interroge sur les concepts de liberté/libertés, individuelles/collectives, interrogations qui se sont souvent trouvées au coeur des débats sur la vaccination, et leur lien avec une société de paix. Pour compléter l'approche, vous pourrez lire un article traduit, extrait de l' "International Journal of Peace Studies", disséquant le rapport des opinions publiques aux médias de masse et ses conséquences sur la construction de la paix.

Dans la seconde partie, Pierre-Paul Dika souligne l'apport en Afrique de l'Unesco à la réflexion et aux expériences liées à la culture de paix, Obey Ament fouille les débats en cours en Amérique latine sur les tentatives d'unification du continent sur une base moins assujettie à la tutelle nord-américaine. Enfin, je m'interroge sur le sens profond de la chute de Kaboul aux mains des talibans, et sur le fait que nous vivons peut-être la fin d'une période historique sans être sûrs d'en entamer une nouvelle.

Bref, ce Cahier témoigne de notre volonté de faire cohabiter et se croiser travaux universitaires et regards militants sur le monde.

Nous espérons dans le prochain numéro au printemps prochain pouvoir nous féliciter de l'avancement d'un autre chantier de rénovation de notre Institut qui va démarrer bientôt : celui de la mise à l'heure des standards actuels de notre site internet.

Bonne lecture et bonnes fêtes de fin d'année.



Culture de la paix et de la non-violence



Liberté ou libertés ? Un concept multiple indissociable d'une société de paix

Jérôme Devillard

Ecrivain et essayiste

Récemment, en plein cœur de la pandémie de Covid-19, une polémique est apparue au sujet du choix de se faire vacciner ou pas. Les échanges, souvent houleux, se sont cristallisés dans l'opposition du bien collectif et des libertés individuelles. L'antagonisme et l'incompréhension qui ont régné, et règnent encore, dans les débats sur ce sujet, me paraissent être l'occasion de revenir sur les notions de libertés. En effet, cette discussion, qui n'est pas nouvelle au sein de notre société, nous interroge sur notre conception de la liberté et des libertés. Comment en sommes-nous arrivés à ces concepts de liberté(s) ? Que recouvrent-ils ? Il me semble que pour mieux comprendre le débat actuel nous devons commencer par replonger dans l'histoire de ces notions, d'autant plus que la notion de liberté est intimement liée au concept des plus intéressants de la culture de la paix et de la non-violence [1] comme nous le verrons.

La notion de liberté a beaucoup varié en fonction des périodes de l'histoire, des cultures ou des philosophies ayant abordé ce thème. Il me paraît éclairant d'en faire un très succinct tour d'horizon afin d'en percevoir la diversité et l'évolution qui a mené à notre vision actuelle des libertés.

La liberté

Pour le philosophe grec Épicure (-342, -270), la liberté est avant tout quelque chose venant de l'intérieur de soi. Elle est liée à notre capacité à trouver ce qui nous est suffisant pour vivre. Épicure s'attache pour cela à se défaire de ce qu'il appelle les désirs vains, insatisfaisables par essence, ne conduisant qu'à la souffrance. Dans sa philosophie le bonheur et la liberté se trouvent dans la sobriété [2]. Dans l'une des sentences qui nous reste de ce philosophe, il disait : "Le fruit le plus important de l'autosuffisance, c'est la liberté" [3]. Il faut comprendre ici par autosuffisance, ce qui est nécessaire et suffisant pour vivre. Cette « autosuffisance » n'est pas matérielle mais avant tout le résultat d'un raisonnement sobre qui conduit à une existence loin des excès et de tout ce qui mène, pour lui, à la souffrance, autrement dit les désirs ou envies inassouvissables car sans fin. La liberté découle de cet état du sage. Chez Épicure et les épicuriens la liberté est singulière. Il n'existe pas des libertés mais une liberté unique que l'on obtient par le travail sur soi, par la sagesse. Cette liberté est indépendante des circonstances extérieures, y compris l'esclavage, et est accessible à tout le monde. D'ailleurs, l'école d'Épicure était connue pour être ouverte aux hommes comme aux femmes et, fait encore plus rare, aux esclaves [4]. Dans cette conception de la liberté, assez loin de la nôtre, être libre ne réfère pas d'un droit mais d'un état découlant d'un travail sur soi.

Pour Zénon de Kiton (-332, -262), fondateur du stoïcisme, la liberté est là aussi quelque chose qui vient de soi. Le stoïcisme est une philosophie déterministe sur un certain



nombre d'éléments. Elle voit du déterminisme dans les causes des événements naturels, tout comme Épicure, elle en voit également dans nos vies. Cependant, ce déterminisme dans nos vies n'est pas omniprésent, et nous donc laisse la possibilité d'influer sur ces dernières. Il apparaît plutôt sous une forme que l'on pourrait appeler, la providence ou le destin. Il s'agit d'une force contre laquelle il est vain de se rebeller car on ne peut la changer. La mort, par exemple, est inévitable, puisque tous les êtres humains sont mortels, il est donc sans objet de la craindre ou de la rejeter. Le stoïcisme n'est pas fataliste, au contraire, puisqu'il nous enjoint à devenir sage par la vertu. Ce que nous sommes n'est pas déterminé, nous pouvons par un travail quotidien accéder à la sagesse. C'est là que s'exprime la liberté pour les stoïciens. Nous sommes libres de devenir sage et la sagesse nous rend libre face à la providence. Le stoïcien ne craint plus la providence, elle n'a pas prise sur lui. Tout comme les épicuriens, la liberté pour les stoïciens est singulière. De la même manière également, elle ne dépend pas de sa condition sociale mais de soi. Ainsi, Sénèque, philosophe stoïcien romain, a fait plusieurs fois référence aux esclaves dans ses lettres à Lucilius [5], en les présentant tout aussi capable que leur maître de devenir sages et donc libres.

Pour ces deux grands courants philosophiques de l'antiquité, la liberté dépend de sa propre volonté. Elle est le résultat du travail interne du philosophe pour devenir sage. Cette liberté n'est donc pas limitée par la société ou même par le monde qui nous entoure. Cet exemple de notion de liberté est extrêmement différent de ce que nous connaissons, voire déroutant pour nous. Une rupture va se produire entre ces philosophies et les suivantes. Les sociétés changent et avec elles la conception de la liberté.

Le libre arbitre

La question de la liberté, va se muer en une question de choix. Ai-je mon libre-arbitre pour choisir ? Alors que les stoïciens trouvaient de la liberté dans la volonté de devenir sage et ainsi d'ignorer la providence, le libre-arbitre résume la liberté au choix non contraint.

Saint Augustin (354, 430) sera l'un des premiers à parler de libre-arbitre mais dans le cadre très spécifique de la religion. En effet, pour lui, ce libre-arbitre s'exprime dans le libre choix des hommes et des femmes à propager ou pas le mal. Dieu leur a donné la possibilité de faire ce choix.

La renaissance voit apparaître l'humanisme et l'individualisme. Cette prise en compte de l'être humain se développe pendant cette période et plus encore après, permettant de détacher la notion de libre-arbitre de la religion.

René Descartes (1596, 1630) donne au libre-arbitre toute son ampleur. Pour lui, le libre-arbitre se trouve dans la possibilité de juger, de réfléchir. Il écrit dans ses « Méditations métaphysiques » : "Pour affirmer ou nier, poursuivre ou fuir les choses que l'entendement nous propose, nous agissons en telle sorte que nous ne sentons point qu'aucune force extérieure nous contraigne" [6]. Lorsque nous réfléchissons, nous sommes libres d'émettre n'importe quelle idée. La liberté est le fruit de notre libre-arbitre et notre libre-arbitre est libre. Liberté et libre-arbitre se confondent en quelque sorte. Elle n'est plus le fruit de la sagesse mais est le résultat de notre capacité à avoir un libre-arbitre. Elle en est une immanence.

La philosophie va poursuivre cette théorisation de la liberté en tant que libre-arbitre jusqu'à nos jours au travers de philosophes tels que Spinoza, Kant ou encore, de façon plus contemporaine Bergson ou Sartre. Tous s'interrogeront sur notre degré de libre-arbitre



l'associant à notre degré de liberté. Cependant, si le libre-arbitre nous offre une liberté de choix, il ne rend pas encore compte de la notion des libertés plurielles telles que nous les concevons actuellement, même si la notion de libre-arbitre lui est, en fait, intimement liée. Ainsi Kant, ardent défenseur du libre-arbitre, écrira dans son « Vers une paix perpétuelle » : "La liberté est l'autorisation de n'obéir à aucune autre loi extérieure que celles auxquelles j'ai pu donner mon assentiment" [7], associant à l'idée de libre-arbitre celle de liberté. Notre libre-arbitre nous permet de décider et la liberté de pouvoir faire notre choix. Ce choix est une liberté.

On peut noter que le mot liberté que nous utilisons est un emprunt du latin *libertas*, -atis « état de celui qui n'est pas esclave » « état de celui qui jouit de ses droits de citoyen » « état d'un peuple qui n'est pas soumis à une autorité arbitraire (ou extérieure) » « pouvoir de se déterminer soi-même » [8]. L'étymologie du mot nous renvoie au concept très concret du statut d'homme ou de femme libre en opposition avec celui d'esclave. Un mot, comme on le voit, dont le sens diffère de la conception des épicuriens et des stoïciens de la liberté mais qui se rapproche de notre conception contemporaine de la liberté. Il trouve même un certain écho dans la définition de la liberté de Kant qui la voit comme « l'autorisation de n'obéir qu'aux lois auxquelles il donne son assentiment », ce qui peut renvoyer à la notion d'homme ou de femme libre.

Les libertés et le libéralisme

Parallèlement à l'idée de libre-arbitre, il va également se développer l'idée de libertés, cette fois-ci plurielles et incluses dans le cadre de la société. C'est surtout à partir du 17^{ème} siècle que le libéralisme philosophique va apparaître. Le fondement de cette pensée est l'existence de droits naturels. Ces droits sont des droits inhérents à l'être humain.

Le philosophe anglais John Locke (1632, 1704) est parfois considéré comme marquant le début de ce courant avec sa « lettre sur la tolérance ». Il y défend une tolérance religieuse de l'état envers les divers groupes protestants anglais, s'apparentant à une liberté de culte, sans toutefois étendre cette tolérance et liberté aux catholiques ou aux athées de son pays. Il y prône également le respect des droits fondamentaux, parmi lesquels, il cite le droit à la vie et à fonder une famille, le droit à la liberté et enfin le droit à la jouissance de ses biens ainsi qu'à l'échange commercial [9][10].

La définition des droits naturels et leur intégration dans la société va constituer une part importante de la réflexion de cette philosophie. L'émergence de ces notions de droits naturels et de libertés bouleverse le rapport à la société et à son organisation.

Montesquieu (1689, 1755) développe l'idée que pour que les libertés puissent exister, il faut une organisation différente de l'état et des pouvoirs. Dans « L'Esprit des lois », il propose la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire afin de pouvoir garantir les libertés de chacun.

Cette période voit un foisonnement des idées philosophiques. Les philosophes cherchent à établir les droits, les valeurs et les lois d'une nouvelle société. Cette richesse philosophique entraîne avec elle de plus en plus de disciplines qui étendent ces réflexions à leur domaine, voir se les approprient.

Adam Smith (1723, 1790) participe à ces réflexions sur les libertés et la société en les incorporant au domaine économique. Les notions de libertés sont ainsi intégrées à l'économie et à son fonctionnement et en deviennent des lois. De nombreux autres économistes suivront, tel John Stuart Mill, Frédéric Bastiat, alimentant de plus en plus



cette voie économique des libertés.

La notion de libertés plurielles, des droits naturels, occupent une place importante dans le débat philosophique de l'époque. Dans cette nouvelle approche de la liberté, des libertés devrait-on dire, on voit déjà se dessiner notre conception des libertés.

Libertés et révolutions

Les grandes révolutions anglaise, américaine et française entraînent un changement du pouvoir et, avec lui, de la société. Ces révolutions furent fortement influencées par les notions de libre-arbitre et de libéralisme. Elles les retranscrivirent dans leurs lois et leur modèle sociétal. Cette époque fonde nos sociétés « modernes » et son influence se fait encore sentir aujourd'hui. En effet, lorsque l'on parle de liberté on se réfère souvent, dans un premier temps, aux grands textes fondateurs de nos sociétés contemporaines. Ainsi, aux États-Unis, le premier amendement de la constitution est régulièrement présenté comme le garant des libertés individuelles fondamentales. En France, on invoque plutôt la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 comme le principe des libertés dans le respect de celles des autres. Ces deux textes sont des plus intéressants car ils portent en eux la vision des libertés que nous avons encore aujourd'hui.

Le premier amendement de la constitution américaine (1791) s'attache à énumérer des libertés que l'état doit garantir : la liberté d'expression, la liberté de culte, la liberté de la presse ainsi que le droit de se réunir et de pétition. "Congress shall make no law respecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercise thereof; or abridging the freedom of speech, or of the press; or the right of the people peaceably to assemble, and to petition the Government for a redress of grievances" (Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ; ou pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis.) [11]. Il est intéressant de noter que le premier amendement ne parle pas de la liberté mais énonce bien des libertés ainsi que des droits pour les citoyens et citoyennes.

Le premier article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789) pose le principe d'une liberté générale qu'il cherche à borner dans l'article 4. "La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi" [12]. Ici, si on parle de la liberté au singulier, elle est toutefois fondue dans les droits naturels. Ces droits sont bornés par la capacité des autres membres de la société à pouvoir les exercer. Liberté et droits naturels sont fusionnés et c'est la loi qui les détermine et les encadre.

Ces conceptions des libertés plurielles vont fortement influencer notre époque. Il s'agit, me semble-t-il, d'un moment fondamental dans notre approche de cette notion. Ainsi, aujourd'hui, lorsque l'on parle de libertés, on se réfère tant au libre-arbitre qu'aux libertés des textes fondateurs de ces révolutions, ou encore à leurs héritiers, telle que la déclaration universelle des droits de l'Homme adopté par l'ONU en 1948. Les libertés individuelles qui y sont évoquées sont autant le fruit des droits naturels, que des libertés politiques ou économiques. La notion même de libertés découle d'un champ de plus en plus large, ne trouvant plus leur justification uniquement dans les droits naturels mais dans



une vision élargie de ces droits et de ce qui nous semble nécessaire à l'épanouissement de la société.

Libéralisme triomphant

Le libéralisme ne s'arrêtera pas avec les révolutions. Au contraire, la notion de libertés devient un sujet récurrent dans la société. Toutefois, cette liberté en se déconnectant des stricts droits naturels ou d'un travail intérieur, devient, me paraît-il, une notion de plus en plus complexe et absolue.

Charles Renouvier (1818, 1903), qui était un ardent défenseur d'un régime de droit social, s'interrogera pourtant sur la possibilité de concilier la liberté individuelle avec la responsabilité collective [13]. La notion d'une liberté « absolue », ne trouvant de limite que dans la liberté elle-même, est alors devenu si ancrée dans les pensées, qu'il paraît difficile de lui concevoir des bornes, fussent-elles pour le bien de la collectivité.

La théorie de l'Homo oeconomicus va, me semble-t-il, intensifier encore le caractère absolu des libertés. Elle voit probablement le jour au début du 20ème siècle. Elle est "une représentation théorique du comportement de l'être humain, qui est à la base du modèle néoclassique en économie. L'homme économique est considéré comme rationnel et maximisateur" [14]. Le choix du nom ne me semble absolument pas neutre. Le libéralisme qui embrasse des domaines aussi différents que la philosophie et l'économie veut par ce nom endosser une réalité biologique cette-fois-ci. En effet, le choix du nom de cette théorie se fonde sur l'utilisation du nommage scientifique, et décline le nom de notre espèce, Homo sapiens, en Homo oeconomicus. En procédant de la sorte, les fondateurs de cette pensée associent une réalité biologique à leur propos, liant les êtres humains à l'économie. Ils vont même plus loin en lui donnant une valeur évolutive, ce nouvel Homme est l'Homme du futur qui remplacera l'Homo Sapiens. La notion d'économie déjà associée aux libertés devient alors naturelle à l'être humain, se muant par là même en l'un de ces fameux droits naturels et troublant ainsi plus encore la définition de ces libertés plurielles.

Liberté ou libertés ?

Il me paraît nécessaire à ce niveau de faire un premier point. Il existe, me semble-t-il, une profonde différence entre la liberté et les libertés, deux termes pourtant invoqués indifféremment. La notion de liberté unique telle que perçue par certains courants philosophiques de l'antiquité n'existe plus à notre époque. Pour les anciens, cette liberté référerait au personnel et à l'intimité de sa conscience. Elle vient de soi et dépend de soi.

Les libertés, au contraire, sont de nos jours plurielles et multiples. Elles proviennent d'une négociation avec la société qui les légalise ou pas. Les libertés sont des droits : droits économiques, droits sociétaux, droits naturels, droits à notre libre-arbitre... Devant l'amplitude des libertés, qui peuvent se retrouver à la fois sanctuarisées ou ignorées suivant les intérêts personnels, il semble très logique que nous ayons du mal à nous comprendre à ce sujet. Comment s'entendre sur une notion si vaste et à géométrie si variable ?

Liberté(s) et culture de la paix et de la non-violence

Comme je l'ai dit en début de cet article, il me semble que le questionnement sur les libertés et la liberté interpelle profondément la culture de la paix et de la non-violence (CPNV). En effet, il s'agit d'un questionnement sur la société et sur soi. La CPNV, en tant



que concept holistique de la paix, a pour but de réfléchir sur la paix dans ses dimensions afin d'arriver à une société de paix [15]. De la manière la plus simple cette réflexion sur la liberté se matérialise dans le point de la CPNV des droits humains. Ce point s'appuie, en particulier, sur la déclaration universelle des droits de l'Homme. Cette déclaration énonce au fil de ses articles de nombreuses libertés faisant écho à notre discussion. Cependant, ces libertés se confondent-elles toutes avec des droits naturels ? Si toutes les libertés ne sont pas des droits naturels, alors peut-on leur donner la même valeur ? Quelle importance leur donner ? Ainsi, par exemple, le droit de possession ou le droit de voter afin d'élire un représentant [16] sont-ils des droits naturels ?

Le débat soulevé lors de la campagne de vaccination contre Covid-19 opposant les libertés individuelles et la collectivité nous interroge également plus largement encore sur les liens entre la CPNV et les libertés. En effet, les libertés individuelles invoquées au sens du libre-arbitre de chacun demandent à produire un jugement. Or ce jugement est-il libre dans notre société ? Je ne rentrerai pas ici sur la réalité du libre-arbitre discutée par de nombreux philosophes mais sur la possibilité d'avoir un jugement fondé. En effet, un tel jugement peut-il exister en dehors d'une libre circulation des connaissances et de l'information ? Peut-il exister en dehors de l'éducation ? Ces deux points de la CPNV me paraissent eux aussi nous donner à réfléchir sur les libertés. Ils nous parlent, en fait, de liberté et des conditions de liberté. Ces points me semblent mettre en exergue l'existence de deux autres facettes des libertés, bien qu'elles soient reliées aux précédentes. La première est centrée sur l'accessibilité aux informations et aux connaissances, la seconde sur la capacité à pouvoir juger. Sommes-nous libres si nous n'avons pas accès aux connaissances et informations ? Sommes-nous libres si nous ne pouvons pas émettre un jugement fondé ?

L'accessibilité aux connaissances et à l'information revêt plusieurs aspects. Dans son sens le plus basique, il consiste à avoir libre accès aux informations et connaissances. On considère généralement que dans nos sociétés ce sens est réalisé. Toutefois, on peut en réalité émettre quelques réserves même sur cet aspect. En effet, la pluralité de l'information, autrement dit le traitement de toute l'information, peut être mis en doute dans les médias traditionnels. Les médias sont des groupes appartenant à un petit nombre d'individus, pas nécessairement représentatifs de la pluralité d'opinion existante. Ainsi, les médias français sont contrôlés par une quantité réduite de groupes ou de familles [17] ne représentant au final qu'une faible diversité d'information. A l'opposé, sur internet, la profusion de contenu tend au contraire à masquer l'information. Devant la quantité énorme de données, ces dernières d'un point de vue individuels, se retrouvent noyées dans la masse. Par ce mécanisme, seuls les contenus les plus « sponsorisés » sont visibles, les autres, malgré leur existence, deviennent invisibles. En outre, internet tend à générer des communautés via les réseaux sociaux qui sont elles aussi à l'origine d'un biais dans l'information. En effet, ces dernières créent de véritables « bulles d'information » dans lesquelles plus qu'un seul type d'information et d'avis ne sont diffusés [18]. La diffusion de la connaissance elle-même pose de nombreux problèmes. En biologie en particulier, les revues scientifiques sont payantes et ont un système d'acceptation des articles reposant autant sur la renommée des auteurs que sur la valeur de leurs travaux. Afin d'échapper à ce système, des archives ouvertes ont tenté d'être créées. La crise de Covid-19 a été l'occasion de voir s'amplifier ce phénomène, provoquant l'arrivée massive de publications sur ces archives ouvertes, telles BioRxiv [19], afin d'augmenter la vitesse de diffusion des connaissances. Cependant, le revers de ces archives est que les textes archivés n'ont pas

fait l'objet d'une relecture par leurs pairs, comme cela est le cas normalement.

Ce point nous amène au deuxième aspect de l'accessibilité à l'information. Il s'agit de l'accès à une information et à une connaissance juste, fiable. La manipulation de l'information peut être consciente. Edward Bernays fut l'un des premiers à théoriser comment manipuler les foules dans nos sociétés [20]. Il est en particulier connu pour ses actions auprès de la commission Creel qui avait pour but de rendre les américains favorables à l'entrée en guerre des États-Unis lors de la première guerre mondiale, ou encore auprès de la United Fruit Company afin de convaincre le gouvernement américain et les américains de la nécessité d'intervenir au Guatemala et de renverser son gouvernement. Cette manipulation a des objectifs précis et même si elle est encore bien présente dans notre société (voir l'affaire Cambridge Analytica [21]), il me semble qu'une autre manipulation, moins consciente mais tout aussi dangereuse peut exister. Cette manipulation dénote, en tout cas, d'objectifs moins précis. Il m'apparaît ainsi que l'information et la diffusion des connaissances ont été très chaotique durant cette pandémie et tout particulièrement en ce qui concerne le domaine scientifique de la biologie qui est pourtant un domaine de science exacte. Si le dissensus fait partie de la construction de la connaissance scientifique, il doit cependant suivre certaines règles (rigueur scientifique, apport de nouveaux faits expérimentaux etc. ...). Sans jugement de valeur sur les intervenants et intervenantes, ce n'est pas mon propos, force est de constater que les médias ont mis en scène un « discours scientifique » très loin de la science et des cadres la gérant. Pourquoi un tel traitement médiatique ? Pourquoi avoir présenté les confrontations personnelles plutôt que le consensus et le dissensus scientifique ? Quelle a été la place de la science dans ce traitement de l'information et des connaissances ? Pourquoi les journalistes ont-ils invité toujours les mêmes « spécialistes » ? Ce sont autant de questions que l'on peut se poser. Sans vouloir ici y apporter des réponses qui seraient complexes, en tout cas, il me semble qu'elles interrogent sur la fiabilité des informations et connaissances transmises. Certains organismes de recherche tel que le Collège de France ou le CNRS ont tenté, et tentent encore, de diffuser une information plus scientifique [22][23]. Ces efforts ont cependant été peu relayés.

Conclusion : La liberté, un concept multiple indissociable d'une société de paix

Le questionnement soulevé sur les libertés individuelles par cette crise du Covid-19 me paraît être des plus intéressants au sens où il permet de s'interroger sur le sens profond des termes de liberté et libertés ainsi que de réfléchir à leurs conditions de réalisation.

Les libertés nous rappellent tout d'abord que l'être humain est un animal social, qui n'a jamais vécu autrement qu'en groupe et que les libertés sont par conséquent inséparables de la vie en société. En revanche, si les libertés n'existent que dans le cadre social, elles ne sont pas pour autant présentes dans toutes sociétés. Cette ambivalence n'a pas manqué, et ne devrait pas manquer, de nous questionner sur notre société à leurs aunes. Dans quelle société vivons-nous ? Dans quelle société souhaiterions-nous vivre ? La réponse à ces questions est bien sûr complexe et englobe de multiples champs sociétaux. La CPNV avec ses huit points est par conséquent une grille de lecture intéressante de ce concept, puisqu'elle propose une vision et une réflexion globale sur la société.

S'interroger sur les libertés individuelles au travers de la CPNV c'est avant tout questionner les droits humains que nous promouvons. Lesquels sont des droits naturels ? Quelle est la



nature des autres ? Quelles sont leurs limites au sein de notre société et au sein de la société désirée?

À ces questions se rajoutent, les conditions de réalisation des libertés. En effet, au-delà du cadre des droits humains il est nécessaire pour jouir de libertés individuelles de pouvoir jouir de ce que je nommerai la « liberté de libre-jugement », autrement dit, notre capacité à exercer notre libre-arbitre, par l'entremise de notre jugement. Notre aptitude à émettre une opinion fondée dépend, pour une part, de notre libre accès à l'information et aux connaissances ainsi qu'à un accès fiable à ces ressources. L'approche de ce point de la CPNV sous l'angle de la liberté de jugement est d'autant plus intéressante qu'elle l'enrichit de nouveaux éléments auxquels penser pour concevoir une libre circulation des connaissances et de l'information la plus globale possible.

Si la libre circulation des connaissances et de l'information doit nous donner la matière pour avoir un avis renseigné, l'éducation, pour sa part, est l'autre part nécessaire pour pouvoir émettre une opinion fondée. Elle doit nous fournir la faculté de comprendre cette information, d'en démêler le vrai du faux. Ce point de la CPNV demeure un point crucial de toute société. Penser l'éducation est, comme beaucoup de point de la CPNV, une réflexion à multiple couche. L'une d'entre elle doit, me semble-t-il, prendre en compte la capacité de jugement libre, essentiel à un véritable libre-arbitre. L'esprit critique, la capacité à reconnaître le vrai du faux, la connaissance de la démarche scientifique sont autant d'éléments qui manquent actuellement dans l'éducation et qui, me paraît-il, ont conduit à ce débat houleux sur les libertés individuelles. Si la discussion est toujours souhaitable, en revanche elle n'est enrichissante que s'il y a échange de points de vue fondés. Un chercheur de ma connaissance disait il y a peu : "depuis la pandémie de Covid-19 la France a soixante millions de généticiens et immunologistes". Un jugement fondé, dans ce cas-ci, ne peut l'être que sur le consensus scientifique et non en supplantant à la connaissance sa propre opinion.

Pour conclure, il m'apparaît qu'à la lumière de ce tour d'horizon, rapide, de la notion de liberté dans philosophie, la CPNV, et plus simplement, nous tous et toutes individuellement devrions également nous interroger sur le sens de la liberté. Je ne parle plus des libertés plurielles mais bien de la liberté singulière des stoïciens ou épicuriens. Elle est peu prise en compte pour ne pas dire ignorée de nos jours. Pourtant, cette liberté qui vient de nous, bien qu'elle ne soit pas indissociable de la société, n'a-t-elle pas un rôle à y jouer ? La société est un élément complexe. Le chemin vers une société de paix passe, je le crois, par un développement de la CPNV. Il passe aussi, par notre propre développement en tant que personne. Cette liberté qui nous vient de nous-même fait d'ailleurs écho, me semble-t-il, à la non-violence de la CPNV. Elle aussi par un travail sur nous-même nous libère de la violence. La richesse des concepts de liberté et libertés nous montre que le croisement des réflexions, des domaines de recherche, des individus est des plus nécessaires. Cette dernière pensée fait d'ailleurs écho, de manière plus générale encore, à ce que disait Gandhi : "la règle d'or de la conduite est la tolérance mutuelle, car nous ne penserons jamais tous de la même façon, nous ne verrons qu'une partie de la vérité et sous des angles différents" [24]. La vérité, comme la réunion des fragments constitués de nos réflexions individuelles à tous et toutes est sans aucun doute une belle image sur laquelle méditer.

Notes et références

1 - Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix (résolution 53/243)

<https://www.un.org/fr/ga/62/plenary/peaceculture/bkg.shtml>

Huit points sont mis en avant : l'éducation, le développement durable, les droits humains, égalité femme-homme, la démocratie, la tolérance et la solidarité, la libre circulation des connaissances et de l'information, la paix

2 - Epicure. Epicure lettres, maximes et autre textes, GF Flammarion, 2011

3 - Epicure. Epicure lettres, maximes et autre textes, GF Flammarion, 2011, Sentence Vaticane 77, p.126

4 - Diogène Laërce. Vies, doctrines et sentences des philosophes illustres, Livre X, Le livre de poche, 1999

5 - Sénèque. Lettres à Lucilius (intégrale, les XXII livres), Auto-Edition, 2015

6 - René Descartes. Méditations métaphysiques, GF Flammarion, 2009

7 - Emmanuel Kant. Vers la paix perpétuelle - Que signifie s'orienter dans la pensée ? - Qu'est-ce que les Lumières ? et autres textes, GF Flammarion, 2006

8 - Etymologie Centre National de Ressource Textuel et Lexical (CNRTL), cnrtl.fr

9 - John Locke. Lettre sur la tolérance, Mille et une nuits, 1998

10 - John Locke. Le second traité du gouvernement, PUF, 1994

11 - Premier amendement de la Constitution des États-Unis, wikipedia.org

https://fr.wikipedia.org/wiki/Premier_amendement_de_la_Constitution_des_%C3%89tats-Unis

12 - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, education.gouv.fr

<https://www.education.gouv.fr/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-du-26-aout-1789-10544>

13 - Marie-Claude Blais. La solidarité. Le Telemaque, vol. n° 33, no 1, 2008, p. 9-24

14 - Homo œconomicus, wikipedia.org

https://fr.wikipedia.org/wiki/Homo_%C5%93conomicus#cite_ref-1

15 - Jerome Devillard. Vers une société de paix, L'Harmattan, 2020

16 - Je vous renvoie sur la notion de gouvernement représentatif ainsi que sur leur apparition au moment des grandes révolutions à l'excellent livre de Bernard Manin. Principes du gouvernement représentatif. Flammarion, 2012.

17 - Média français qui possède quoi, Le monde diplomatique, 2020

https://github.com/mdiplo/Medias_francais

18 - Eli Pariser. The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You. Penguin Books, 2012.

19 - BioRxiv, <https://www.biorxiv.org/>

20 - Edward Bernays. Propaganda : comment manipuler l'opinion en démocratie. La Découverte, 2007.

21 - Sonia Delessale-Stolpler. « Sans Cambridge Analytica, il n'y aurait pas eu de Brexit », Libération, 26 mars 2018

22 - Pour ne citer qu'un exemple : Philippe Sansonetti. Covid-19 ou la chronique d'une émergence annoncée, Collège de France, 16.03.2020, <https://www.college-de-france.fr/site/actualites/Covid-19ChroniqueEmergenceAnnoncee.htm>

23 - Dossier Covid-19. Covid-19 la recherche se mobilise, Journal du CNRS, 26.06.2020

<https://lejournal.cnrs.fr/dossiers/covid-19-la-recherche-mobilisee>

24 - Gandhi. Tous les hommes sont frères. Gallimard, 1990



Médias de masse, violence et consolidation de la paix : une étude qualitative au Mexique

International Journal of Peace Studies, Volume 22, Number 1, Spring 2017

Mauricio Meschoulam, Carolina de Benito, Cristina Blumenkron, Andrea Muhech, Tania Naanous, Alexa Ramírez, and Sofía Quintanilla

Mexico Research Center for Peace
Universidad Iberoamericana, Mexico

Traduction avec l'aimable autorisation de l' "International Journal of Peace Studies"

Résumé

Le Mexique est régulièrement classé comme l'un des pays les moins pacifiques de la planète, ce qui a un impact sur les perceptions négatives des citoyens à l'égard de leur gouvernement. Une étude menée par Meschoulam, Hacker, Carbajal, De Benito, Blumenkron, et Raich (2015), a détecté une méfiance significative envers les médias de masse, qui est un autre facteur qui, selon des études antérieures (Institute for Economics and Peace [IEP], 2016), peut encourager l'absence de paix. Cette étude a cherché à élargir la perspective de ces enquêtes à travers 80 entretiens qualitatifs semi-structurés avec des résidents mexicains. Les entretiens ont exploré les facteurs qui ont poussé les participants à prendre leurs distances avec les médias traditionnels et les aspects qui les ont attirés vers d'autres médias. En outre, cette étude a exploré la relation que les participants perçoivent entre les médias et le gouvernement, ainsi que celle entre la couverture médiatique de la violence. Les résultats de cette enquête ont révélé que les personnes interrogées se méfient des médias car elles ont l'impression qu'ils sont contrôlés par le gouvernement. En outre, les participants ont fait part de sentiments tels que la colère, la peur, la frustration et l'apathie à la suite de ce qu'ils considèrent comme une exposition excessive de la violence par les médias traditionnels dans leur couverture de l'actualité. La plupart des participants ont préféré utiliser les médias sociaux comme sources alternatives d'information.

Cependant, de nombreuses personnes interrogées ont également déclaré qu'elles se méfiaient des médias sociaux. Par conséquent, les participants ont déclaré qu'ils appréciaient les journalistes qui font preuve d'objectivité et d'esprit critique, provoquent la réflexion, remettent en question le gouvernement, dévoilent la corruption et encouragent le débat sur les solutions. Si, comme l'ont indiqué des études antérieures (IEP, 2016b), la corruption et l'absence de libre circulation de l'information sont corrélées à l'absence de paix, alors tout doit être fait pour mieux comprendre comment développer une relation plus saine entre les médias et la société afin d'améliorer les conditions pour l'avenir du Mexique.

Introduction

Le Mexique souffre de l'absence de paix (Institute for Economics and Peace [IEP], 2016), ce qui a affecté les perceptions des Mexicains de nombreuses manières. Des enquêtes publiques ont démontré un sentiment de peur prévalent chez de nombreux Mexicains (Buendía & Laredo, 2010, Consulta Mitofsky, 2011, 2014). Ce sentiment a également été identifié dans des recherches antérieures menées par Meschoulam (2014) et Meschoulam

et al. (2015). En explorant la construction sociale des valeurs, des perceptions et des conceptions de la violence et de la paix, notre étude antérieure (Meschoulam et al., 2015) a déterminé que les participants ne faisaient pas confiance aux médias de masse. Cette méfiance était liée en partie à une immense méfiance à l'égard du gouvernement et au lien que les personnes interrogées faisaient entre ce qu'elles percevaient comme des politiciens extrêmement corrompus et d'autres segments du système, tels que les médias de masse. En outre, les participants ont fait état de divers sentiments et émotions négatifs à l'égard des médias de masse, tels que la frustration, l'apathie, la colère et la rage, en raison de leur perception de l'exposition excessive et inutile de la violence dans les programmes d'information. En conséquence, de nombreux participants ont déclaré avoir cessé de lire les journaux, de regarder les nouvelles à la télévision (TV) ou d'écouter les nouvelles à la radio. D'autres ont déclaré qu'ils lisaient, écoutaient ou regardaient les médias, mais qu'ils n'aimaient pas les médias ou ne leur faisaient pas confiance en tant que sources fiables et, par conséquent, qu'ils préféraient construire leurs idées et opinions sur les événements actuels en se basant sur leurs propres expériences, observations et conversations avec leurs amis, familles, voisins et collègues.

Parce que la relation entre les médias et leur public n'est pas seulement une question de science politique ou de science de la communication, mais un facteur profondément lié à la paix (Beena, 2009 ; Bonilla, Mischoulan, de Benito, Blumenkron, Muhech, Naanous, Ramirez et Quintanilla 2007 ; IEP, 2016 ; IEP, 2016b ; Savrum et Miller, 2015), cette recherche antérieure (Meschoulam et al., 2015) a été poursuivie dans une nouvelle étape afin d'explorer plus profondément ses résultats.

Dans cette étude, 80 nouveaux entretiens ont été menés ; 40 entretiens ont été réalisés à Mexico et 40 dans d'autres régions du pays. L'un des objectifs de cette enquête était d'explorer plus en profondeur les résultats initiaux qui étaient liés à la médiatisation de la violence par les médias de masse (Meschoulam et al., 2015) et à l'utilisation des médias sociaux et d'Internet comme sources alternatives d'informations. Un objectif supplémentaire de cette étude était de détecter si d'autres tendances déjà trouvés dans les précédentes recherches se répétaient pour ces 80 nouveaux participants.

Cette enquête ne vise pas à généraliser ses résultats à l'ensemble du Mexique. Les résultats correspondent uniquement aux 80 personnes qui ont été interrogées. Néanmoins, les modèles qui se répètent au travers des sexes, âges, professions et lieux géographiques variés des participants, et la cohérence des résultats avec des études antérieures (Meschoulam 2014 ; Meschoulam et al., 2015) sur la couverture de la violence par les médias de masse, suggèrent des hypothèses qui pourraient être testées dans des études plus larges. En outre, cette étude offre des recommandations spécifiques pour les décideurs politiques, les représentants des médias et d'autres chercheurs afin de renforcer la relation et d'établir la confiance entre la société mexicaine et les médias de masse, qui est un facteur clé pour une société démocratique et pacifique (IEP, 2016b).

Cet article présente les résultats de cette nouvelle étape de l'enquête. Dans un premier temps, nous abordons le contexte et le cadre conceptuel sur lesquels repose cette étude. Nous présentons ensuite la méthodologie et les résultats les plus importants. Une discussion des résultats est fournie, et certaines recommandations sont faites pour les décideurs politiques, les représentants des médias et les recherches futures.

Contexte et cadre conceptuel

En 2012, une étude exploratoire a été menée dans 25 États du Mexique afin de détecter les symptômes évocateurs du syndrome de stress post-traumatique (SSPT) qui étaient associés à la violence criminelle organisée. Entre autres résultats, nous avons noté une



forte corrélation entre l'exposition aux médias de masse et les symptômes de stress et de traumatisme, tels que l'angoisse, l'irritabilité, les cauchemars et l'insomnie (Meschoulam, 2012).

Suite à cette étude, une nouvelle étude a été menée en utilisant un cadre constructiviste social (Assmann, 2008 ; Fagan, 2010 ; Stenmark, 2009), qui a consisté en une enquête qualitative pour explorer le processus par lequel les participants ont socialement construit leurs idées et leurs perceptions sur la violence liée au crime organisé et la possibilité de construire la paix au Mexique. Quatre-vingts entretiens ont été menés dans 29 quartiers différents de la ville de Mexico et dans 13 autres États du Mexique. Les entretiens ont été menés auprès de personnes représentant un large éventail de facteurs démographiques. L'objectif de ces entretiens était d'étudier le rôle des expériences et observations individuelles des participants, le rôle des rumeurs et des conversations sociales, le rôle des médias de masse, d'Internet et des médias sociaux, ainsi que le rôle du gouvernement et des organisations criminelles, dans la manière dont ces personnes ont formé leurs conceptions et perceptions.

Des réponses cohérentes et des répétitions de modèles sont apparues malgré les différences de sexe, d'âge, de profession et de lieu. Les résultats ont montré que les participants ont construit socialement leurs valeurs, leurs perceptions et leurs conceptions concernant la violence liée au crime organisé et la paix, principalement sur les éléments suivants : (a) les expériences et observations individuelles ; (b) les conversations avec la famille, les amis, les voisins, les collègues de travail et les associés ; et (c) les expériences d'autres individus vivant à proximité d'eux.

Les participants ont fait état d'un manque de confiance dans les sources traditionnelles des médias de masse, lié à l'expression d'une méfiance envers le gouvernement. Du point de vue des participants, le système est structurellement corrompu, et un cercle pervers se forme autour du gouvernement, des organisations criminelles et des médias de masse. En plus de la méfiance à l'égard des médias de masse, la recherche a noté que les participants ont constamment fait état de sentiments négatifs lorsqu'ils lisaient, regardaient ou écoutaient les reportages des médias. Les participants ont continuellement déclaré que les médias présentaient trop de violence et les rendaient stressés. Par conséquent, certains participants ont déclaré qu'ils préféraient éviter certains médias, tandis que d'autres ont déclaré qu'ils écoutaient les médias mais qu'ils ne pensaient pas qu'ils étaient des sources fiables.

Cela ne signifie pas que les participants ne lisent pas de journaux, ne regardent pas la télévision ou n'écoutent pas la radio (70% des participants ont mentionné ces thèmes au moins une fois). . Cela peut seulement signifier que les participants ne font pas confiance à ce qu'ils lisent, regardent ou écoutent dans les médias. Leurs perceptions et leurs conceptions concernant la violence criminelle organisée et la paix sont davantage influencées par ce qu'ils vivent et observent dans leur environnement, et par ce dont ils parlent avec leur famille, leurs amis, leurs collègues de travail ou leurs voisins. En fait, tous les thèmes liés à l'expérience (la sienne, celle d'un proche, une seule expérience, l'expérience du travail), les fréquences combinées représentent 50% des moyens par lesquels les participants ont construit socialement leurs idées et leurs opinions concernant la violence organisée et la paix. En revanche, les médias de masse traditionnels (presse écrite, télévision et radio) ont enregistré une fréquence de 13% pour les éléments influençant les opinions des participants [...] Les participants les plus jeunes avaient tendance à utiliser Internet et les médias sociaux (f= 94) comme sources d'information alternatives aux médias de masse traditionnels. Beaucoup d'entre eux ont déclaré faire beaucoup plus confiance à ce qu'ils voient ou découvrent dans les médias sociaux, qu'à ce



qu'ils écoutent ou regardent dans les médias traditionnels. (Meschoulam et al., 2015, p. 7) Selon ces résultats, il semble y avoir une rupture ou une brèche entre un segment de la société et certains réseaux de télévision, journaux, stations de radio et représentants des médias. De plus, les participants de l'étude ont souvent fait référence à la catégorie " Les médias de masse ", comme s'il s'agissait d'un seul corps et qu'il était régi par les mêmes personnes et les mêmes intérêts. Par conséquent, alors que les tendances dans cette direction se développaient, il est devenu évident qu'une recherche plus intense était nécessaire (1) pour confirmer si ces tendances étaient présentes chez d'autres individus de différentes villes et d'autres régions du pays et (2) pour explorer ces tendances de plus près et tenter de développer un sens plus profond de leur signification.

Des recherches antérieures menées dans diverses parties du monde (Barreto, Borja, Serrano, & López-López, 2009 ; IEP, 2016b), ont démontré l'importance de la relation des médias de masse et de la construction de la paix. Dans le cadre de cet article, nous nous concentrons sur deux aspects de la recherche menée précédemment : (a) la libre circulation de l'information en tant que pilier de la paix et (b) la capacité des médias de masse à construire ou déconstruire le discours et les perceptions qui conduisent à la violence et, par conséquent, la capacité des médias à construire la paix à l'intérieur ou au-delà des frontières nationales.

Selon les recherches publiées par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP), la libre circulation de l'information est l'un des piliers de la paix positive (IEP, 2016b). Ce concept implique qu'une relation saine entre les médias et la société qu'ils servent, est l'une des conditions de la construction de la paix. Une société s'éloigne de la paix lorsque les citoyens perçoivent que la liberté d'expression est opprimée. La paix peut également être absente lorsque les citoyens ont l'impression que l'information est bloquée ou manipulée. En outre, lorsque les publics ressentent de la détresse ou de la peur et, en conséquence, décident de réduire leur contact avec les informations, les sociétés deviennent moins informées, ce qui affecte la démocratie et les qualités intrinsèques de la paix (Barreto, Borja, Serrano, & López-López, 2009 ; IEP, 2016b).

Certains chercheurs pensent que les médias ont un rôle actif dans la construction de la paix. Galtung, Lynch et Mc Goldrick (2006) ont déclaré que la couverture médiatique de la violence doit aller au-delà de la violence elle-même et tenter d'aborder les conflits sous-jacents et les solutions potentielles aux problèmes. Ce type de couverture est communément appelé "journalisme de paix". En outre, Lukacovic (2002) a expliqué que lorsque le journalisme pour la paix est mis en œuvre, les audiences montrent des niveaux plus faibles de colère et de peur, et des niveaux plus élevés d'espoir et d'empathie.

Ces concepts semblent être corroborés par des cas spécifiques. Dans une étude (Rashid Khan & Jan, 2011), deux cent cinquante journalistes et citoyens pakistanais ont été interrogés sur le conflit que leur pays a connu ces dernières années, et 70 % d'entre eux ont exprimé la conviction que le journalisme peut aider à construire la paix, bien qu'il puisse également accroître le conflit. Les participants à cette étude ont également indiqué que les sources des médias de masse peuvent être utilisées comme un outil pour cacher le conflit. Bonilla (2007) a évalué l'Amérique latine et a fait valoir que, comme la télévision et Internet sont généralement utilisés pour obtenir des informations rapidement, lorsque les nouvelles ne sont pas couvertes avec véacité, une atmosphère peut être créée de telle sorte que la violence augmente. Savrum et Miller (2015) ont étudié le conflit à Chypre, l'un des conflits les plus insolubles qui persistent sur Terre. Les auteurs soutiennent que parce que les médias de masse, plus précisément les bulletins d'information, représentent une source d'information cruciale, de nombreux citoyens se fient aux médias et s'attendent à ce que l'information soit digne de confiance. Cependant, lorsqu'il est déterminé que les



médias et les autorités sont de connivence, la confiance est trahie et les médias protègent les intérêts des puissants ; cette situation peut potentiellement perturber la paix. Selon Beena (2009), certains médias ont contribué à ce que Mischoulan, de Benito, Blumenkron, Muhech, Naanous, Ramirez et Quintanilla brisent les stéréotypes concernant le conflit indo-pakistanaï, alors que dans d'autres cas, ils ont renforcé les préjugés. Par conséquent, selon Beena, les médias ont la responsabilité éthique de motiver la pensée critique. Munteanu (2011) explique que les journalistes et les présentateurs de journaux télévisés peuvent contribuer à prévenir les conflits. Cela ne peut toutefois se produire que si les médias assument leur responsabilité en étant objectifs, impartiaux, fiables et dignes de confiance.

Choi et James (2007) ont étudié cette question plus en détail. Faisant écho à la théorie libérale néo-kantienne de la paix, qui affirme que les régimes démocratiques sont moins susceptibles d'avoir des guerres entre eux (Doyle, 1983), les auteurs soulignent le rôle des médias de masse dans la construction et le maintien de la démocratie. Dans cette perspective, la fonction des médias en matière de paix internationale devient primordiale. La démocratie institutionnelle, l'interdépendance économique et l'appartenance d'un État à une organisation internationale peuvent avoir une incidence sur les normes et les contraintes institutionnelles. Par conséquent, des médias ouverts et libres peuvent influencer directement les comportements des décideurs en faveur de la paix.

Cependant, certains auteurs, dont Bernabé (2011), offrent une perspective plus conservatrice. Bernabé affirme que la culture de la paix et les médias de masse sont souvent régis par des principes contradictoires. Les nouvelles ont une valeur marchande différente ; les sujets liés à la culture de la paix ne sont pas aussi populaires que d'autres types de nouvelles, ce qui complique l'introduction de ces histoires dans le récit médiatique. Dans tous les cas, comme l'explique Gilboa (2010), les médias peuvent avoir une influence positive ou négative, mais ces aspects restent largement inexplorés.

Selon l'auteur, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre l'impact réel des médias sur la violence et la paix. La présente étude vise à contribuer à cette question.

Par conséquent, la nécessité d'explorer davantage la manière dont la relation entre les médias et la société mexicaine a été endommagée est devenue évidente. À quels réseaux de télévision, stations de radio, programmes, journaux ou journalistes spécifiques les participants se référaient-ils ? Certains médias sont-ils perçus différemment des autres ? Quelles sources médiatiques étaient perçues différemment et pour quelles raisons ? Qu'est-ce qui pousse les participants à respecter certains médias et qu'est-ce qui les rebute dans d'autres médias ? Qu'est-ce qui provoque la frustration, l'apathie, la colère, la rage ou d'autres sentiments négatifs à l'égard de certains médias ou de certains journalistes et comment ces sentiments sont-ils construits socialement ? Quel rôle les médias sociaux jouent-ils dans cet environnement ? Selon les participants à l'étude, que devraient faire les médias ou les journalistes pour devenir plus fiables ? Quels sujets les médias devraient-ils traiter et comment ces sujets devraient-ils être traités pour que les participants décident d'approcher ces médias ? Du point de vue des participants, comment les médias de masse devraient-ils rendre compte de la violence ?

Contexte et cadre conceptuel

En 2012, une étude exploratoire a été menée dans 25 États du Mexique afin de détecter les symptômes évocateurs du syndrome de stress post-traumatique (SSPT) qui étaient associés à la violence criminelle organisée. Entre autres résultats, nous avons noté une forte corrélation entre l'exposition aux médias de masse et les symptômes de stress et de

traumatisme, tels que l'angoisse, l'irritabilité, les cauchemars et l'insomnie (Meschoulam, 2012).

Suite à cette étude, une nouvelle étude a été menée en utilisant un cadre constructiviste social (Assmann, 2008 ; Fagan, 2010 ; Stenmark, 2009), qui a consisté en une enquête qualitative pour explorer le processus par lequel les participants ont socialement construit leurs idées et leurs perceptions sur la violence liée au crime organisé et la possibilité de construire la paix au Mexique. Quatre-vingts entretiens ont été menés dans 29 quartiers différents de la ville de Mexico et dans 13 autres États du Mexique. Les entretiens ont été menés auprès de personnes représentant un large panel de facteurs démographiques. L'objectif de ces entretiens était d'étudier le rôle des expériences et observations individuelles des participants, le rôle des rumeurs et des conversations sociales, le rôle des médias de masse, d'Internet et des médias sociaux, et le rôle du gouvernement et des organisations criminelles, dans la manière dont ces personnes interrogées ont formé leurs conceptions et perceptions.

Des réponses cohérentes et la répétition de schémas sont apparues malgré les différences de sexe, d'âge, de profession et de localisation géographique. Les résultats ont montré que les participants ont construit socialement leurs valeurs, leurs perceptions et leurs conceptions concernant la violence et la paix liées au crime organisé, principalement à partir des éléments suivants : (a) les expériences et observations individuelles ; (b) les conversations avec la famille, les amis, les voisins, les collègues de travail et les associés ; et (c) les expériences d'autres individus vivant à proximité d'eux.

Les participants ont fait état d'un manque de confiance dans les sources traditionnelles des médias de masse, lié à l'expression d'une méfiance envers le gouvernement. Du point de vue des participants, le système est structurellement corrompu et un cercle pervers se forme autour du gouvernement, des organisations criminelles et des médias de masse. En plus de la méfiance à l'égard des médias de masse, cette étude a révélé que les participants ont constamment fait état de sentiments négatifs lorsqu'ils lisaient, regardaient ou écoutaient les reportages des médias. Les participants ont continuellement déclaré que les médias présentaient trop de violence et les rendaient stressés. En conséquence, certains participants ont déclaré qu'ils préféraient éviter certains médias, tandis que d'autres ont déclaré qu'ils écoutaient les médias mais qu'ils ne pensaient pas qu'ils étaient des sources fiables.

Cela ne signifie pas que les participants ne lisent pas de journaux, ne regardent pas la télévision ou n'écoutent pas la radio (70% des participants ont mentionné ces thèmes au moins une fois). Cela peut seulement signifier que les participants ne font pas confiance à ce qu'ils lisent, regardent ou écoutent dans les médias. Leurs perceptions et leurs conceptions concernant la violence criminelle organisée et la paix sont davantage influencées par ce qu'ils vivent et observent dans leur environnement, et par ce dont ils parlent avec leur famille, leurs amis, leurs collègues de travail ou leurs voisins. En fait, si on regroupe tous les thèmes liés à l'expérience (la sienne, celle d'un proche, une expérience unique, l'expérience du travail), les fréquences combinées représentent 50% des moyens par lesquels les participants ont construit socialement leurs idées et leurs opinions concernant la violence organisée et la paix. En revanche, les médias de masse traditionnels (presse écrite, télévision et radio) ont enregistré une fréquence de 13% pour les éléments influençant les opinions des participants [...] Les participants les plus jeunes ont tendance à utiliser Internet et les médias sociaux (f= 94) comme sources d'information alternatives aux médias de masse traditionnels. Beaucoup d'entre eux ont déclaré faire davantage confiance à ce qu'ils voient ou découvrent dans les médias sociaux, qu'à ce qu'ils écoutent ou regardent dans les médias traditionnels. (Meschoulam et al., 2015, p. 7)



D'après ces résultats, il semble y avoir une rupture ou une cassure entre un segment de la société et certains réseaux de télévision, journaux, stations de radio et autres médias représentatifs. De plus, les participants à l'étude ont souvent fait référence à la catégorie "Les médias de masse", comme s'il s'agissait d'un seul corps et qu'il était gouverné par les mêmes personnes et les mêmes intérêts. Par conséquent, alors que les tendances dans cette direction se développaient, il est devenu évident qu'une recherche plus intense était nécessaire (1) pour confirmer si ces tendances étaient présentes chez d'autres individus de différentes villes et d'autres régions du pays et (2) pour explorer ces tendances de plus près et tenter de développer un sens plus profond de leur signification.

Des recherches antérieures menées dans diverses régions du monde (Barreto, Borja, Serrano, & López-López, 2009 ; IEP, 2016b), ont démontré l'importance de la relation entre les médias de masse et la consolidation de la paix. Dans le cadre de cet article, nous nous concentrons sur deux aspects de ces recherches antérieures : (a) la libre circulation de l'information en tant que pilier de la paix et (b) la capacité des médias de masse à construire ou déconstruire le discours et les perceptions qui conduisent à la violence et, par conséquent, la capacité des médias à construire la paix à l'intérieur ou au-delà des frontières nationales.

Selon les recherches publiées par l'Institut pour l'économie et la paix (IEP), la libre circulation de l'information est l'un des piliers de la paix positive (IEP, 2016b). Ce concept implique qu'une relation saine entre les médias et la société qu'ils servent est l'une des conditions de la consolidation de la paix. Une société s'éloigne de la paix lorsque les citoyens perçoivent que la liberté d'expression est opprimée. La paix peut également être absente lorsque les citoyens ont l'impression que l'information est bloquée ou manipulée. En outre, lorsque les publics ressentent de la détresse ou de la peur et, en conséquence, décident de réduire leur contact avec les informations, les sociétés deviennent moins informées, ce qui affecte la démocratie et les qualités fondamentales de la paix (Barreto, Borja, Serrano, & López-López, 2009 ; IEP, 2016b).

Certains chercheurs pensent que les médias ont un rôle actif à jouer dans la construction de la paix. Galtung, Lynch et Mc Goldrick (2006) ont déclaré que la couverture médiatique de la violence doit aller au-delà de la violence elle-même et tenter d'aborder les conflits sous-jacents et les solutions potentielles aux problèmes. Ce type de couverture est communément appelé "journalisme de paix". En outre, Lukacovic (2002) a expliqué que lorsque le journalisme de paix est mis en œuvre, les audiences montrent des niveaux plus faibles de colère et de peur, et des niveaux plus élevés d'espoir et d'empathie.

Ces concepts semblent être corroborés par des cas spécifiques. Dans une étude (Rashid Khan & Jan, 2011), deux cent cinquante journalistes et citoyens pakistanais ont été interrogés sur le conflit que leur pays a connu ces dernières années, et 70 % d'entre eux ont exprimé la conviction que le journalisme peut aider à construire la paix, bien qu'il puisse également accroître le conflit. Les participants à cette étude ont également indiqué que les sources des médias de masse peuvent être utilisées comme un outil pour cacher le conflit. Bonilla (2007) a fait une étude sur l'Amérique latine et a affirmé que, comme la télévision et Internet sont généralement utilisés pour obtenir des informations rapidement, lorsque les nouvelles ne sont pas couvertes avec véracité, une atmosphère peut se développer de telle sorte que la violence augmente. Savrum et Miller (2015) ont étudié le conflit à Chypre, l'un des conflits les plus insolubles qui persistent sur Terre. Les auteurs soutiennent que parce que les médias de masse, plus précisément les bulletins d'information, représentent une source d'information cruciale, de nombreux citoyens se fient aux médias et s'attendent à ce que l'information soit digne de confiance. Cependant, lorsqu'il est déterminé que les médias et les autorités sont de connivence, la confiance est



trahie et les médias préservent les intérêts des puissants ; cette situation peut potentiellement perturber la paix. Selon Beena (2009), certains médias ont contribué à ce que Mischoulan, de Benito, Blumenkron, Muhech, Naanous, Ramirez et Quintanilla brisent les stéréotypes concernant le conflit indo-pakistanaï, alors que dans d'autres cas, ils ont renforcé les préjugés. Par conséquent, selon Beena, les médias ont la responsabilité éthique de motiver la pensée critique. Munteanu (2011) explique que les journalistes et les présentateurs de journaux télévisés peuvent contribuer à prévenir les conflits. Cela ne peut toutefois se produire que si les médias assument leur responsabilité en étant objectifs, impartiaux, fiables et dignes de confiance.

Choi et James (2007) ont étudié cette question plus en détail. Faisant écho à la théorie libérale néo-kantienne de la paix, selon laquelle les régimes démocratiques sont moins susceptibles d'avoir des guerres entre eux (Doyle, 1983), les auteurs soulignent le rôle des médias de masse dans la construction et le maintien de la démocratie. Dans cette perspective, la fonction des médias en matière de paix internationale devient transcendante. La démocratie institutionnelle, l'interdépendance économique et l'appartenance d'un État à une organisation internationale peuvent avoir une incidence sur les normes et les contraintes institutionnelles. Par conséquent, des médias ouverts et libres peuvent influencer directement les comportements des décideurs en faveur de la paix.

Cependant, certains auteurs, dont Bernabé (2011), offrent une perspective plus conservatrice. Bernabé affirme que la culture de la paix et les médias de masse sont souvent régis par des principes contradictoires. Les nouvelles ont une valeur marchande différente ; les sujets liés à la culture de la paix ne sont pas aussi populaires que d'autres types de nouvelles, ce qui complique l'introduction de ces histoires dans le récit médiatique. Dans tous les cas, comme l'explique Gilboa (2010), les médias peuvent avoir une influence positive ou négative, mais ces aspects restent largement inexplorés.

Selon l'auteur, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre l'impact réel des médias sur la violence et la paix. La présente étude vise à contribuer à cette question.

Par conséquent, la nécessité d'explorer davantage la manière dont la relation entre les médias et la société mexicaine a été endommagée, est devenue un enjeu crucial. À quels réseaux de télévision, stations de radio, programmes, journaux ou journalistes spécifiques les participants se réfèrent-ils ? Certains médias sont-ils perçus différemment des autres ? Quelles sources médiatiques ont été perçues différemment et pour quelles raisons ? Qu'est-ce qui pousse les participants à respecter certains médias et qu'est-ce qui les rebute dans d'autres médias ? Qu'est-ce qui provoque la frustration, l'apathie, la colère, la rage ou d'autres sentiments négatifs à l'égard de certains médias ou de certains journalistes et comment ces sentiments sont-ils construits socialement ? Quel rôle les médias sociaux jouent-ils dans cet environnement ? Selon les participants à l'étude, que devraient faire les médias ou les journalistes pour devenir plus fiables ? Quels sujets les médias devraient-ils traiter et comment ces sujets devraient-ils être traités pour que les participants décident de se tourner vers ces médias ? Du point de vue des participants, comment les médias de masse devraient-ils rendre compte de la violence ?

Méthodologie

Pour des raisons de lisibilité par tous et toutes nous n'avons pas retranscrits cette partie purement méthodologique. Cependant, pour ceux et celles qui seraient intéressés l'article original et complet, intégrant les méthodologies, est disponible à cette URL : https://www.gmu.edu/programs/icar/ijps/vol22_1/MeschoulamFINAL.pdf



Résultats

Les fréquences les plus signalées lors de l'analyse de l'ensemble des entretiens des participants sont les suivantes : La méfiance à l'égard des médias de masse, qui a reçu 790 occurrences ou 5,8% du total des 13 593 réponses et a été mentionnée par 100% de nos participants au moins une fois, et La manipulation de l'information, qui a reçu 498 citations par 92,5% des participants. La troisième fréquence la plus fréquente est Objectivité/sérieux/honnêteté/rigueur journalistique (f=461 chez 94% des participants), et la quatrième fréquence la plus fréquente est Sentiments négatifs liés aux médias (f =458, 89% des participants). Le tableau II donne un aperçu général des fréquences les plus fréquentes.

Catégories codifiées	Fréquence d'occurrence pendant les entretiens (f)	Pourcentage de participants ayant mentionné le thème au moins une fois
Méfiance à l'égard des médias de masse	790	100%
Manipulation de l'information	498	92,5%
Objectivité, sérieux, honnêteté, rigueur journalistique, et fiabilité	461	93,75%
Sentiments négatifs liés aux médias (Colère, contrariété, répulsion, tristesse et apathie)	458	88,75%
Paix ou violence structurelle	405	82,5%
Méfiance à l'égard du gouvernement	405	80%
Expérience personnelle ou observation	372	81,25%
J'utilise les médias pour obtenir des informations	350	86,25%
Frustration ou impuissance	343	76,25%
Les médias montrent trop de violence	317	88,75%

Tableau II. Les 10 occurrences les plus fréquemment mentionnées. Total des participants=80

Aperçu général et contrastes

i) Ce qui éloigne les participants des médias de masse

Selon les résultats de cette enquête, les participants ont été éloignés des médias de masse principalement en raison des facteurs suivants :

1. Les médias de masse, en général, ne semblaient pas susciter la confiance des personnes interrogées. Le thème le plus fréquemment mentionné était la méfiance envers les médias de masse (f=790, 100% des participants). Lorsque ce thème a été approfondi, la plupart des participants ont indiqué qu'ils avaient l'impression que les informations étaient constamment manipulées par les journalistes (f=498, 92,5% des participants). Cette question était également liée à deux autres éléments : Premièrement, les participants ont exprimé une très grande méfiance à l'égard de leur gouvernement (f=405, 80% des participants), et deuxièmement, de nombreux participants pensent que les médias de masse et le gouvernement sont de connivence (f=211, 73% des participants). Par conséquent, les participants se méfient des médias parce qu'ils croient que les médias doivent obéir au gouvernement (f=210, 70% des participants) ;

2. La plupart des participants à cette enquête (89%) pensent que les médias de masse provoquent des sentiments négatifs chez leur public, (f=458) tels que la peur, la colère, la

frustration ou l'apathie, en partie parce que les médias de masse montrent inutilement trop de violence (f=317, 89% des participants). Plusieurs personnes interrogées ont exprimé que les médias de masse sont des perturbateurs de la paix parce qu'ils promeuvent la désinformation ou génèrent un environnement négatif (f=308, 84% des participants) ; 36% ont déclaré que les médias de masse leur causent de la terreur ou de la détresse (f=61). Voici quelques exemples de ces commentaires :

Les médias ne peuvent pas vraiment couvrir toutes les nouvelles parce que le gouvernement ne les laisse pas faire, vraiment. [...] (Participant de Quintana Roo, gardien de piscine, 14 mai 2016).

[...] Je crois que c'est un manque de professionnalisme de la part du présentateur de nouvelles. Je crois que c'est vraiment contraire à l'éthique. Je me méfie aussi de la télévision, mais en gros, c'est comme ça que le gouvernement contrôle toute la société. (Participant de Mexico, femme au foyer, 5 mai 2016).

[...] Je crois que les moyens de communication sont corrompus [...] et l'information est montrée après avoir été très manipulée par le gouvernement. (Participant de Quintana Roo, vendeur de fleurs, 19 juin 2016).

Ben, j'ai parlé à plusieurs personnes. J'ai essayé de recommencer à regarder la télévision [...] je pensais que mes opinions personnelles étaient affectées par mon immaturité, et maintenant je crois que j'ai des critères plus forts, et que ma maturité est plus forte. En fait, mon aversion et ma méfiance ont augmenté [...]. Notre état d'esprit dépend beaucoup de ce que nous regardons et écoutons, et de la manière dont nous le regardons et l'écoutons [...] J'ai l'impression que c'est un gaspillage d'énergie insensé, vous savez. Il y a donc beaucoup de choses qui se passent dans le monde et que vous ne pouvez pas contrôler. Et parce que l'on voit tant de nouvelles négatives - ce qui est la seule chose que l'on voit aux nouvelles ou du moins dans les rares dont je me souviens - l'anxiété, la frustration et le facteur de déception deviennent plus présents. Alors je me dis, quel est l'intérêt de regarder ça alors que mon objectif est totalement différent ? Parce que mon principal outil est la créativité, alors si je m'entoure de choses négatives, la seule chose que je vais projeter dans mon processus créatif, ce sont des choses négatives, vous savez. (Participant de Guanajuato, designer numérique, 31 juillet 2016)

C'est un sentiment très fort, on devient tellement impliqué, enfin ça m'arrive avec les nouvelles, et c'est genre, Oh mon Dieu ! J'ai peur et je me dis "J'espère que ça n'arrivera pas" [...] Ou je ne sais pas, c'est genre, comment ils vous le vendent, c'est comme s'ils voulaient vous avoir juste là, genre "Aie peur ! Ceci et cela se passe", alors parfois vous ne voulez pas regarder les nouvelles parce que c'est genre, la mort, la mort, les vols, les combats, la guerre, et vous vous éloignez pour ne pas ressentir cela, parce que c'est comme s'ils vous infectaient d'une certaine manière. (Participant de Mexico City, caissier, 26 mai 2016).

La plupart des nouvelles sont altérées, je pense, ou alors ils essaient seulement de créer cette sorte de panique ou de stress chez les gens, afin qu'il devienne plus facile de manipuler les gens. (Participant de Michoacan, orthodontiste, 24 septembre 2016).

Il est remarquable que 44% des participants aient spécifiquement exprimé leur colère parce qu'ils pensent que les médias traitent leurs audiences comme si elles étaient stupides ou idiotes (f=74) :

Ils (les médias) nous traitent comme si nous étions des moutons, du genre : "fais ceci et



fais cela, dis ceci, pense ceci", et ils pensent que c'est exactement comme ça que nous allons nous comporter [...] ils ne nous donnent pas d'outils pour réfléchir ou penser à ce qu'ils disent. (Participant de Mexico, enseignant, 8 août 2016)

Ils n'ont pas besoin de nous traiter comme des gens stupides et de nous cacher des choses, parce que nous aussi nous savons, nous avons de l'expérience et nous avons vécu, nous sommes des Mexicains. (Participant de Sonora, employé de restaurant, 15 septembre 2016).

D'autres facteurs présents lors des entretiens, mais à un degré moindre, comprennent des catégories telles que Les médias sont biaisés ou radicaux (f=68, 36% des participants), Les médias couvrent des sujets qui ne sont pas importants (f=66, 35%), Les médias ne cherchent qu'à faire de l'audimat/ils ne cherchent qu'à vendre les nouvelles (f=66, 35%), Les médias sont très répétitifs/couvrent les mêmes nouvelles (f=66, 34%), Je n'ai pas assez de temps (f=65, 45%), Les médias ont trop de pouvoir (f=56, 32%), Les médias ont leur propre agenda (f=49, 30%), Les programmes sont ennuyeux (f=39, 29%). Seulement 14% des participants ont déclaré qu'ils ont été repoussés des médias parce que les programmes ou les textes sont trop longs (f=20).

ii) Qu'est-ce qui attire les participants vers les médias de masse ?

De manière cohérente, lorsque les participants ont été attirés par un certain média ou un certain journaliste, ils ont fait référence aux facteurs suivants : (1) La catégorie objectivité/sérieux/honnêteté/rigueur journalistique (f=461, 94% des participants) était globalement la troisième catégorie la plus mentionnée. Puisque les participants se méfient fortement des médias, ils semblent être profondément attirés par les journalistes, les programmes ou les textes qui leur inspirent confiance, et cette confiance ne semble exister que lorsqu'ils perçoivent que la source médiatique est honnête, objective et journalistiquement rigoureuse. Un journaliste ou un programme perçu comme un promoteur de la pensée critique et qui remet en question les autorités gouvernementales (f=96, 45%) était susceptible d'avoir un meilleur facteur d'attraction dans notre échantillon. De même, près de 30% des participants ont déclaré qu'ils se sentaient attirés par les médias qui réfléchissent ou qui "font réfléchir" ; (2) En lien direct avec les questions qui éloignent les participants des médias, les personnes interrogées ont exprimé qu'elles étaient attirées par les programmes ou les journalistes qui montrent des images moins violentes, qui se soucient des victimes de la violence et qui ne se concentrent pas uniquement sur les problèmes, mais qui offrent une couverture sérieuse des propositions pour résoudre ces problèmes. Des idées très similaires à celles-ci sont incluses dans le cadre conceptuel du journalisme de paix (Galtung, Lynch, & Mc Goldrick, 2006). Cette catégorie a été mentionnée 205 fois et a été exprimée par 80% des participants au moins une fois ; 41% des participants ont déclaré que les médias de masse devraient contribuer à la construction de la paix ; (3) Une fois de plus, en relation avec les sentiments négatifs que beaucoup de nos participants (89%) ont exprimé au cours des entretiens, qui selon eux sont directement causés par leur contact avec les médias, la plupart des participants ont déclaré qu'ils préféreraient être en contact uniquement avec des programmes musicaux, culturels et de divertissement, par opposition aux informations. Les participants ont également déclaré qu'ils étaient attirés par des programmes d'information perçus comme plus doux, des programmes qui combinent des informations dures avec de la musique et des informations culturelles ou scientifiques. Cette catégorie a reçu 271 mentions et a été exprimée par 94% des participants au moins une fois. Vous trouverez ci-dessous des exemples de ces commentaires :





En fait, je veux que les médias couvrent les nouvelles avec exactitude. Ce qui s'est passé, comment ça s'est passé, et s'il y a eu abus d'autorité [...] des preuves, des vidéos, des notes audio, peu importe. Surtout des preuves. Pas d'opinions, pas de oui-dire. (Participant de Mexico, architecte, 24 juin 2016).

J'aimerais voir des journalistes qualifiés, pour qu'on voit qu'ils ne sont pas manipulés, et qu'ils font leur travail pour le bien du pays [...] j'aimerais qu'ils me fassent comprendre ce qui se passe vraiment. (Participant de Mexico, femme d'affaires, 22 juin 2016)

Avec plus de respect, avec plus de subtilité. Je veux dire, oui, donnez les nouvelles, mais vous n'avez pas besoin d'exposer la personne qui est là. Si elle est déjà morte, montrez au moins un peu de respect et ne l'exposez pas. (Participant de Mexico, employé de maison, 11 mai 2016)

Je ne pense pas que ce soit bien de faire comme si aucune chose horrible ne se passait dans le monde, mais j'ai l'impression qu'ils utilisent cette violence pour attirer les gens afin qu'ils la regardent. Je veux dire, beaucoup de fois dans le journal... un accident, et vous voyez la photo là, ou dans les nouvelles, je veux dire, vous n'avez pas besoin de regarder autant pour réaliser comment la situation est [...] vous devez être respectueux. En fin de compte, c'est une personne, et vous ne devriez pas utiliser sa souffrance à vos fins. (Participant de Oaxaca, étudiant, 6 août 2016)

J'aime les médias qui ne se contentent pas de filmer les nouvelles, mais qui fournissent une analyse, comme s'ils pouvaient décortiquer les nouvelles, fournir une meilleure approche, pour que vous puissiez remettre en question votre réalité. (Participant de Mexico City, psychologue, 5 septembre 2016)

J'aime les médias qui nous disent ce qui est vrai... Comme si l'homme l'avait frappée, vous voyez ? Ils ne donnent pas seulement cette nouvelle, mais ils disent, cela ne doit pas être fait, ou aident pour que cela ne soit pas fait, ou expliquent pourquoi cela arrive. (Participant de Mexico, infirmière, 18 mai 2016)

Donc oui, j'aime savoir comment on peut empêcher que ça arrive, j'aime savoir ce qu'on va faire pour ça. Ou, en ce qui concerne les choses négatives, comment vais-je aider ? Quelque chose d'horrible s'est produit, eh bien OK, mettons-nous au travail et voyons comment nous pouvons aider. (Participant de Mexico, femme au foyer, 5 mai 2016).

Je veux dire, qu'après vous avoir donné l'information, ils commentent également ce que l'on peut faire pour y remédier, afin que vous ne restiez pas sur place avec l'impression que "tout va mal, à quoi bon essayer ?". Au lieu de cela, j'aimerais que les médias de masse suscitent également une réflexion afin que nous cherchions des solutions à notre propre niveau. (Participant de Queretaro, agriculteur, 8 août 2016).

Voici d'autres résultats concernant les facteurs qui semblent attirer les participants vers certains programmes, journalistes ou médias : J'accède aux informations parce que je sens que les sujets sont importants (f=174, 64%), Je me sens attiré par le ton de la voix, ou la manière plus douce ou gentille dont le journaliste fournit les informations (f=174, 58%), Proximité personnelle/interaction/connexion avec le programme ou le média (f=152, 69%), Proximité géographique (f=119, 66%). D'autres facteurs ont été mentionnés, mais dans une moindre mesure, notamment la clarté de l'information (f=86, 44%), la facilité d'accès aux médias (f=86, 44%), le contact avec les médias par habitude ou lorsque quelqu'un d'autre

les allume (f=76, 46%), je me sens attiré par les médias qui traitent de sujets divers tels que le genre, l'environnement, les droits civils (f=51, 33%), qui sont drôles ou divertissants (f=45, 33%), qui sont synthétiques ou brefs (f=44, 33%). Il est intéressant de noter que seuls 22% des participants ont exprimé leur inquiétude quant à la brièveté des médias, une catégorie qui n'a été mentionnée que 27 fois parmi plus de 13 000 autres déclarations.

iii) Médias sociaux

Dans notre étude précédente (Meschoulam et al., 2015), l'utilisation des médias sociaux a été mentionnée par les participants comme une source d'information alternative et plus crédible que les médias traditionnels. La présente étude a exploré ces thèmes plus en profondeur. Dans notre échantillon, la plateforme la plus mentionnée était Facebook (f=170 et 81% des participants). Twitter arrive en deuxième position (f=69, 40%) et Instagram en troisième position (f=36, 34%). Sept participants sur dix ont déclaré utiliser les médias sociaux pour obtenir des informations (f=168). La moitié des personnes interrogées ont déclaré qu'elles faisaient confiance aux médias sociaux (f=110). En outre, 48% des participants ont déclaré faire plus confiance aux médias sociaux qu'aux médias traditionnels tels que les journaux, la radio ou la télévision (f=102). 71% des personnes interrogées ont utilisé des portails Internet qui ne sont pas liés à ce qu'elles perçoivent comme des médias grand public (f=183).

Lorsque cette question a été explorée plus en profondeur, de nombreuses personnes interrogées ont déclaré que les médias sociaux ou Internet offraient plus de liberté pour exprimer des problèmes et des sentiments (f=49, 34%). D'autres participants ont déclaré qu'ils se sentaient proches et connectés avec les gens grâce aux médias sociaux (f=68, 48%) ou qu'ils aimaient l'interaction qui se produit dans ce type de plateforme (f=65, 47%). Ces facteurs confirment les résultats de notre étude précédente (Meschoulam et al., 2015), qui indiquait que de nombreux participants préféraient former leurs opinions et leurs idées par le biais de conversations avec des personnes qui leur sont proches, comme la famille ou les amis, en qui ils avaient davantage confiance que les journalistes ou les politiciens qui manipulent l'information. Par conséquent, les médias sociaux ont été utilisés, en particulier par les jeunes interviewés, comme un moyen de poursuivre cette conversation, mais pas oralement. Vous trouverez ci-dessous des exemples de ces catégories :

Parce que les médias traditionnels sont des entreprises. Je ne pense pas que les présentateurs ou les rédacteurs aient de mauvaises intentions, mais ils peuvent se sentir forcés ou menacés [...] alors que dans les médias sociaux, pour le meilleur ou pour le pire, chacun dit ce qu'il a besoin de dire, et si tant de personnes disent la même chose, je peux penser que cela peut être vrai, encore plus si cela vient de différentes parties du pays. C'est pourquoi je fais davantage confiance à l'opinion publique exprimée sur Facebook ou sur Internet qu'aux médias traditionnels. (Participant de Sinaloa, travailleur bénévole, 21 août 2016).

C'est comme si quelqu'un téléchargeait une vidéo ou un post et disait "27 morts avant 12 heures". Cependant, cela n'a jamais été diffusé à la télévision. Pourquoi ? Parce qu'évidemment il y a un intérêt direct, ou ils ne veulent pas que les gens le découvrent, à cause évidemment du gouvernement... Je le répète, c'est une question de tourisme. Mais quelqu'un qui n'appartient pas au gouvernement ou aux médias, comme une grande société de radiodiffusion, et bien évidemment, cette personne va télécharger cette vidéo parce qu'elle s'exprime librement et rien ne se passera. (Participant de Sonora, serveur de café, 20 septembre 2016).

Cette étude a toutefois détecté un degré élevé de méfiance à l'égard des médias sociaux,

qui était presque aussi élevé que le degré de confiance. Près de la moitié des personnes interrogées (48%) ont exprimé un degré majeur ou mineur de méfiance à l'égard des médias sociaux (f=99). Plus d'un tiers a déclaré que les médias sociaux peuvent être facilement manipulés par des acteurs politiques ou par des personnes ordinaires qui rapportent des rumeurs ou des informations non confirmées (f=66, 34%). Certains participants ont même déclaré qu'ils préféreraient utiliser les médias traditionnels parce que ces médias ont un certain contrôle sur les informations qu'ils publient. Bien que ces thèmes soient présents dans tous les groupes d'âge parmi les 80 personnes interrogées dans le cadre de cette recherche, il convient de noter que, si l'on compare les groupes d'âge, les participants les plus jeunes utilisent les médias sociaux et leur font plus confiance que les participants plus âgés. Voici quelques exemples :

Parce que je n'ai tout simplement pas confiance dans les messages, qui sont parfois difficiles à vérifier. Aussi, à cause des commentaires qui surgissent immédiatement [...]. Les gens commencent à commenter même sans avoir fini de lire les nouvelles - ça m'énerve que les gens ne lisent que le titre et ne creusent pas les nouvelles en profondeur, alors je préfère simplement aller directement aux pages des nouvelles. (Participant de Mexico, travailleur financier, 12 août 2016).

Les médias sociaux ne sont pas aussi dignes de confiance car n'importe qui peut publier ou modifier n'importe quoi. Les médias sociaux concernent davantage votre opinion ou ce que vous pensez, plus que la publication des nouvelles telles qu'elles sont. (Participant de Puebla, étudiant, 14 mai 2016).

Donc Internet manque encore beaucoup de solidité. C'est un média qu'on ne peut pas contrôler, je veux dire, personne ne peut le contrôler, il n'y a pas de règles comme " ceci peut être posté ou ceci ne peut pas être posté ", ou " si vous postez ceci, les conséquences seront ceci ", [...] aucune réglementation, et n'importe qui peut poster n'importe quoi, même des mensonges, avec un fondement ou non. (Participant de Mexico, médecin vétérinaire, 13 juin 2016).

iv) Facteurs structurels

Comme expliqué précédemment, cette étude a non seulement exploré la relation entre les participants et les médias de masse, mais a également cherché des connexions entre leurs perceptions et certains thèmes qui ont émergé lors de nos études antérieures (Meschoulam, 2014 ; Meschoulam et al., 2015). De ce point de vue, plusieurs de ces thèmes ont souvent été repris au cours de la présente enquête, bien que le protocole d'entretien ait été très différent de celui utilisé dans les études antérieures. La majorité des participants (82 %) pensent que la violence criminelle organisée est enracinée dans des facteurs structurels tels que l'inégalité, la corruption ou le manque d'éducation.

De nombreuses personnes interrogées ont fait état d'un degré élevé de méfiance à l'égard de leur gouvernement (f=405, 80%) ou des politiciens (f=178, 50%). Bien que les enquêteurs n'aient pas posé de question à ce sujet, la majorité des participants (81%) ont déclaré qu'ils préféreraient se forger des idées et des opinions sur leur réalité à partir de leurs propres expériences et observations (f=372) ou de leurs conversations avec leur famille, leurs amis ou leurs associés (f=173, 68%) plutôt qu'à partir des médias traditionnels. Une analyse plus approfondie des résultats révèle que les catégories qui ont émergé lors de nos premiers travaux (Meschoulam, 2014 ; Meschoulam et al., 2015) sont intimement liées à celles qui apparaissent le plus fréquemment dans la présente recherche. Les résultats révèlent des perceptions selon lesquelles les médias de masse sont une composante d'un système vaste et corrompu. De plus, la présente étude a démontré que les participants croyaient que

certains programmes médiatiques ou bulletins d'information répandaient intentionnellement ou non la peur.

Comparaison et contraste des résultats

Différents tests ont été effectués pour détecter les répétitions et les variations de tendances parmi les différents groupes de l'échantillon. Des comparaisons ont été effectuées entre (a) l'échantillon de 40 participants de Mexico et les 40 entretiens réalisés dans d'autres régions du pays, (b) les 38 participants masculins et les 42 participants féminins, (c) les participants de différents groupes d'âge, et (d) les participants de différentes professions. Les résultats du codage croisé des catégories ont indiqué des occurrences fréquentes et des répétitions de tendances des catégories les plus importantes de cette recherche à travers l'âge, le sexe, la profession et le lieu. Les tableaux III, IV, V, VI et VII illustrent certaines de ces comparaisons. Certaines différences ont été détectées dans les catégories qui ont été mentionnées moins fréquemment. Ces catégories doivent faire l'objet de recherches futures afin de déterminer toute signification potentielle.

Catégories codées	Fréquence d'apparition pendant les entretiens (f)	Nombre de participants ayant mentionné le thème au moins une fois
Objectivité, sérieux, honnêteté, rigueur journalistique et fiabilité	225	36
Programmes culturels, musicaux et de divertissement	142	37
Propositions de journalisme de paix et images moins violentes	100	33
Proximité (géographique)	81	33
Façon de dire les nouvelles et ton de la voix	81	33

Tableau III : Fréquences les plus fréquentes concernant l'attraction des médias chez participantes féminines.

Catégories codées	Fréquence d'apparition pendant les entretiens (f)	Nombre de participants ayant mentionné le thème au moins une fois
Objectivité, sérieux, honnêteté, rigueur journalistique et fiabilité	229	38
Programmes culturels, musicaux et de divertissement	126	37
Propositions de journalisme de paix et images moins violentes	103	25
Proximité (géographique)	102	30
Façon de dire les nouvelles et ton de la voix	91	23

Tableau IV : Fréquences les plus fréquentes concernant l'attraction des médias chez les participants masculins





Catégories codées	Fréquence d'apparition pendant les entretiens (f)	Nombre de participants ayant mentionné le thème au moins une fois
Méfiance à l'égard des médias de masse	149	16
Manipulation de l'information	96	15
Sentiments négatifs liés aux médias (colère, contrariété, répulsion, tristesse et apathie)	87	12
Les médias montrent trop de violence	59	15

Table V : Qu'est-ce qui me pousse à m'éloigner des médias ? Fréquences les plus fréquentes chez les participants âgés de 18 à 24 ans

Catégories codées	Fréquence d'apparition pendant les entretiens (f)	Nombre de participants ayant mentionné le thème au moins une fois
Méfiance à l'égard des médias de masse	475	51
Manipulation de l'information	312	47
Sentiments négatifs liés aux médias (colère, contrariété, répulsion, tristesse et apathie)	283	46
Les médias montrent trop de violence	207	45

Table VI : Qu'est-ce qui me pousse à m'éloigner des médias ? Fréquences les plus fréquentes chez les participants âgés de 24 à 59 ans

Catégories codées	Fréquence d'apparition pendant les entretiens (f)	Nombre de participants ayant mentionné le thème au moins une fois
Méfiance à l'égard des médias de masse	159	12
Manipulation de l'information	85	11
Sentiments négatifs liés aux médias (colère, contrariété, répulsion, tristesse et apathie)	77	12
Les médias sont des perturbateurs de la paix et favorisent la désinformation	62	10
Collusion entre les médias et le gouvernement	58	9
Méfiance car les médias obéissent au gouvernement	58	11
Les médias montrent trop de violence	47	10

Tableau VII : Qu'est-ce qui me pousse à m'éloigner des médias ? Fréquences les plus fréquentes chez les participants de 60 ans et plus

Discussion des résultats

Cette étude a confirmé les résultats de nos recherches antérieures concernant la méfiance des participants à l'égard du gouvernement et des médias de masse et leur préférence pour la formation de leurs idées et opinions à partir de leurs propres expériences, observations, conversations sociales ou sources alternatives telles qu'Internet ou les médias sociaux.

Cependant, cette étude a exploré ces sujets plus en détail et a révélé ce qui suit :

1. La méfiance à l'égard des médias était profondément liée à :
 - a. la méfiance que les personnes interrogées avaient à l'égard du gouvernement, principalement parce qu'elles pensaient que le gouvernement manipule les informations et que les médias doivent obéir au gouvernement ; par conséquent, la liberté d'expression est limitée, et
 - b. une exposition excessive de la violence dans les programmes d'information, que les participants ont perçu comme étant utilisée par les médias pour atteindre leur public ; cette violence a généré des sentiments négatifs tels que la peur, la colère, la frustration et l'apathie.
2. Les participants sont davantage attirés par les sources médiatiques, les journalistes et les programmes qui
 - a. font preuve d'objectivité, de rigueur journalistique et de fiabilité,
 - b. utilisent et suscitent l'esprit critique pour remettre en question les autorités et ne traitent pas leur public comme étant stupide ou idiot,
 - c. font preuve de respect envers les victimes de la violence en ne montrant pas excessivement des images ou des vidéos et/ou en se souciant de l'identité, de la famille et du sort des victimes, et
 - d. fournir des informations sur les solutions et pas seulement sur les problèmes.

Bien que la majorité des participants fassent davantage confiance aux médias sociaux qu'aux médias traditionnels, beaucoup pensent également que les médias sociaux peuvent être utilisés et facilement manipulés par des acteurs politiques ou d'autres citoyens qui abusent de la liberté d'expression pour répandre la peur, des mensonges et des rumeurs par le biais de fake news.

L'échantillon de la présente étude n'est pas représentatif de l'ensemble de la population du Mexique ou d'autres pays. Cependant, les résultats étaient cohérents entre les phases un (Meschoulam, 2014), deux (Meschoulam et al., 2015) et trois de ce projet, et les modèles se sont répétés à travers le sexe, l'âge, la profession et l'emplacement géographique. Par conséquent, ces résultats peuvent suggérer de tester certaines hypothèses dans d'autres cas ou en utilisant des échantillons plus larges à l'intérieur ou à l'extérieur du Mexique. Ces hypothèses sont notamment les suivantes :

Le concept d'"influence" des médias de masse, du moins pour le moment, devrait faire l'objet de questions sérieuses. Tant que certains journaux, chaînes de télévision, stations de radio, programmes ou journalistes sont perçus comme une composante du système corrompu qui prévaut dans des pays comme le Mexique, l'influence des médias en tant que constructeur social semble limitée. À l'inverse, les médias ont le potentiel de devenir une source d'information fiable, d'avoir une influence positive sur la société et de contribuer à la libre circulation de l'information, et donc à la paix (IEP, 2016b). Toutefois, cela n'est possible que lorsque les médias sont perçus comme favorisant la pensée critique, faisant preuve d'objectivité et de rigueur journalistique. Une source médiatique peut également



avoir une influence positive dans les sociétés lorsqu'elle remet en question les autorités, lorsqu'elle analyse sérieusement les problèmes, lorsqu'elle fait preuve de retenue dans la violence qu'elle manifeste, lorsqu'elle se concentre davantage sur la discussion et le débat de solutions au lieu de se focaliser uniquement sur les problèmes, lorsqu'elle suscite la réflexion et lorsqu'elle traite les publics avec respect et intelligence.

Implications pour l'élaboration des politiques et la construction de la paix

En accord avec les résultats de cette étude, nous proposons les recommandations suivantes:

1. La relation entre les médias et la société n'est pas seulement une question de démocratie et de liberté, mais aussi une question de construction de la paix. Par conséquent, toute mesure prise pour améliorer ce qui semble être une relation endommagée entre les médias et la société mexicaine (GEA-ISA, 2015 ; Parametría, 2015 ; Meschoulam et al., 2015) peut faire progresser les faibles niveaux de paix du Mexique, comme l'indiquent des mesures telles que l'indice mondial de la paix (IEP, 2016). La première recommandation est de consacrer des efforts significatifs pour renforcer l'étude des sujets qui sont abordés dans cet article de manière plus large et plus profonde afin de déterminer si les modèles trouvés dans cette étude sont présents dans des échantillons représentatifs (au Mexique et/ou ailleurs).

2. Les résultats des études antérieures et de la présente étude devraient être communiqués aux responsables gouvernementaux, aux politiciens, aux représentants des médias et aux autres acteurs de la société mexicaine afin de contribuer à leur compréhension des liens sociaux et des piliers de la paix qui sont brisés et d'éviter de perpétuer les facteurs qui engendrent la méfiance, la peur et la colère parmi les membres de la société et entre les médias et la société. Les fonctionnaires doivent s'efforcer de réduire les vides d'information et doivent communiquer de manière crédible, établir des faits et proposer des solutions viables et fiables aux problèmes du Mexique, notamment en ce qui concerne l'absence de paix. Ces efforts doivent consister à parler des moyens de réduire la violence, mais aussi des facteurs structurels qui permettent de construire des sociétés pacifiques (IEP, 2016b). En outre, les politiciens et les décideurs politiques peuvent avoir besoin de favoriser les ponts entre eux et les citoyens qu'ils gouvernent en augmentant la transparence des financements et des actions, en permettant aux journalistes de les interroger et en fournissant des explications crédibles sur leurs décisions.

3. En dehors des hommes politiques, si les représentants des médias, les journalistes, les rédacteurs de journaux, les producteurs de programmes et les présentateurs de journaux télévisés recherchent la crédibilité et des liens solides entre eux et leur public, ils feraient bien de se concentrer sur des domaines tels que les suivants :

a. Travailler avec diligence pour renforcer leur crédibilité par le biais de différentes actions telles que la démonstration d'une indépendance claire entre les médias et les politiciens, la promotion d'une pensée critique et réfléchie, le questionnement des autorités sur leurs décisions et leurs actions, la création d'un forum pour les voix critiques des experts et du public, et l'encouragement du journalisme d'investigation qui révèle la corruption.



b. Communiquer efficacement à leur public les mesures qu'ils prennent pour renforcer leur objectivité et leur rigueur journalistique, et démontrer la distance qui les sépare du e, et démontrer la distance qui les sépare du système corrompu

c. Lorsqu'ils rendent compte de la violence, faire preuve de retenue dans l'utilisation d'images dérangeantes et dans la transmission continue de vidéos qui peuvent être considérées comme trop perturbantes, comme l'ont exprimé les participants à cette étude ; envisager plutôt d'exprimer et de manifester du respect pour les victimes d'actes violents, leurs proches et leurs communautés, même si cela implique de ne pas montrer physiquement l'acte violent.

d. Signaler la violence de manière véridique et opportune, mais ne pas se concentrer uniquement sur les événements violents ; au contraire, rechercher les causes profondes et structurelles de cette violence et encourager l'analyse et le débat sur les solutions ou les méthodes potentielles pour réduire la violence, inviter des experts, chercher des réponses à des questions importantes sur la façon dont les cycles de violence commencent et peuvent être arrêtés.

e. D'après les résultats de cette étude, les participants se concentrent moins sur le moment de la publication d'une nouvelle et beaucoup plus sur la façon dont la nouvelle est couverte. Les participants sont plus satisfaits lorsque les journalistes analysent les causes profondes et réfléchissent de façon critique ou s'engagent dans des discussions sur des solutions potentielles plutôt que sur la rapidité avec laquelle le journal, la radio ou la télévision a publié une histoire. Cette suggestion ne signifie pas que les nouvelles opportunes ne sont pas pertinentes, mais plutôt qu'un meilleur équilibre entre l'opportunité et la réflexion ou l'analyse critique est nécessaire ;

f. Le ton de la voix, le format des programmes et la manière dont les nouvelles sont communiquées sont des éléments importants, en particulier pour les personnes interrogées dans le cadre de cette recherche. Les reportages sur une grande variété de sujets, y compris la musique, l'art, la culture et la science en combinaison avec des nouvelles concernant l'économie, la politique ou la violence, peut être apprécié par différents publics ; et enfin,

g. Les indices d'écoute peuvent être importantes pour la plupart des médias, mais selon les résultats de cette enquête, qui devraient être confirmés par d'autres recherches, le public peut rester plus fidèle aux médias qui tiennent compte des facteurs susmentionnés et y répondent, ce qui peut créer une incitation économique à répondre à ces suggestions.

4. Des programmes de formation pour les journalistes peuvent être mis en œuvre selon les recommandations fournies dans ce document. Dans ces programmes, les journalistes peuvent développer des stratégies qui concilient leur tâche principale d'informer avec les besoins et les sentiments du public, tels qu'exprimés dans cette étude et dans des études antérieures.

Recommandations pour la recherche

Les deux premières étapes de ce projet (Meschoulam, 2014 ; Meschoulam et al., 2015) ont suggéré que d'autres études sont nécessaires pour déterminer si l'occurrence des thèmes et la répétition des tendances restent cohérentes dans d'autres échantillons. Cette étude visait à analyser plus profondément un domaine spécifique que l'étude précédente avait détecté : la relation entre les médias de masse et les participants à l'étude. En raison d'une solide cohérence de l'occurrence des thèmes dans cette nouvelle étape de la recherche, certaines hypothèses et recommandations ont été proposées. Les recherches futures



pourraient se concentrer sur ces hypothèses. Tout d'abord, une recherche plus qualitative pourrait être développée afin de codifier davantage de points de vue et d'expressions des participants dans les thèmes qui sont fournis dans cette étude ou de détecter de nouvelles catégories émergentes et d'analyser plus profondément les concepts qui sont partagés dans cette étude. Une étude future pourrait être menée dans d'autres endroits du Mexique ou dans d'autres pays. Deuxièmement, un instrument quantitatif pourrait être développé à partir des résultats de cette étude et appliqué à des échantillons plus larges, soit au Mexique, soit dans d'autres pays, et utilisé pour tester les hypothèses suggérées ou pour ajuster les hypothèses en fonction de nouveaux résultats. Les études futures pourraient éventuellement conduire à une généralisation fiable des résultats et à des recommandations plus solides, fondées sur des preuves, à l'intention des décideurs politiques et des représentants des médias.

Conclusions

Les liens entre les médias et les sociétés qu'ils servent sont une composante de la construction de la paix. Plus cette relation est saine, plus une société peut être proche de la paix (IEP, 2016b). Des études antérieures ont démontré que dans le contexte mexicain, de nombreux liens existant entre les participants et les médias ont été endommagés. Les personnes interrogées ont exprimé leur méfiance, leur colère et leur frustration à l'égard des " médias de masse " et ont déclaré qu'elles préféraient être déconnectées de ces médias ou qu'elles ne faisaient pas confiance à ce qu'elles lisaient, regardaient ou écoutaient.

Cette étude a approfondi ces questions et a cherché à décortiquer l'ensemble des "Mass Media" pour déterminer les facteurs spécifiques qui poussent les participants à s'éloigner de ces médias et quels éléments, le cas échéant, tendent à les attirer vers d'autres médias. La présente enquête a également analysé quelles sources médiatiques ou quels journalistes étaient plus appréciés que d'autres et pourquoi. Les résultats indiquent que les participants ont fait état d'une méfiance à l'égard des médias qui était profondément liée à la méfiance à l'égard du gouvernement et du système corrompu en général, principalement parce qu'ils avaient l'impression que les médias obéissent au gouvernement et manipulent les informations. De plus, les participants à nos entretiens pensent que les médias montrent inutilement trop de violence et provoquent des sentiments négatifs dans leur public dans le but de vendre plus de sujets. La plupart des participants ont exprimé leur colère et leur frustration lorsqu'ils ont perçu que les médias les traitent comme des idiots et qu'au lieu d'alimenter un débat ou des discussions sur les solutions possibles aux nombreux problèmes du Mexique, ils cachent la vérité ou travestissent les réalités du pays. Par conséquent, les participants ont apprécié les journalistes qui font preuve d'esprit critique, provoquent la réflexion de leur public, remettent en question le gouvernement, dévoilent la corruption et encouragent le débat sur les solutions. Le Mexique est l'un des 25 pays les moins pacifiques de la planète.

Si, comme la recherche l'a démontré, la corruption et l'absence de libre circulation de l'information sont corrélées à l'absence de paix (IEP, 2016b), alors chaque effort pour comprendre comment développer de meilleures relations entre les médias et la société mexicaine peut améliorer les conditions pour l'avenir du Mexique. Cette étude cherche à contribuer à cet objectif.



Notes et références

Assmann, Aleida. 2008. "Transformations between history and memory". *Social Research*, Vol. 75, No.1, pp. 49-72.

Barreto, Idaly, Borja, Henry, Serrano, Yeny, López-López, Wilson. 2009. "La legitimación como proceso en la violencia política, medios de comunicación y construcción de culturas de paz". *Universitas Psychologica*, Vol. 8, No. 3, pp. 737-748. <http://www.scielo.org.co/pdf/rups/v8n3/v8n3a10> Accessed December 17, 2016.

Beena Sarwar. 2009. "Media Matters". *India International Centre Quarterly*. Vol. 35, No. 3/4, pp. 184-193. <http://www.jstor.org/stable/23006259> Accessed December 19, 2016.

Bernabé, Javier. 2011. "Medios de Comunicación y Cultura de Paz: Hora de Interactuar". *Tiempo de Paz*. No.101, pp 93-98.

Bonilla, Tamayo. 2007. "Violencias y medios de comunicación en América Latina: una cartografía para el análisis". *Signo y Pensamiento* 50, Vol. xxvi, pp. 212-231. <file:///Users/CarodeBenito/Downloads/3706-16005-2-PB.pdf> Accessed on December 17, 2016.

Buendía & Laredo Public Opinion Firm. 2010. "Encuesta trimestral nacional Noviembre2010. Combate al narcotráfico" http://www.buendiaylaredo.com/publicaciones/132/GUERRA_vs_NARCO.pdf Accessed August 14, 2013.

Choi, Seung-Whan and James, Patrick. 2007. "Media Opennes, Democracy and Militarized Interstate Disputes". *British Journal of Political Science*, Vol. 37, No. 1, pp. 23-46. <http://www.jstor.org/stable/4497278> Accessed December 18, 2016.

Consejo Ciudadano para la Seguridad Pública y Justicia Penal, AC. (CCSPJP). 2016. "Caracas, Venezuela, la ciudad más violenta del mundo del 2015" <http://www.seguridadjusticiaypaz.org.mx/sala-de-prensa/1356-caracas-venezuela-la-ciudad-masviolenta-del-mundo-del-2015> Accessed January 11, 2017

Consejo Ciudadano para la Seguridad Pública y Justicia Penal, AC. (CCSPJP). 2014. "Por tercer año consecutivo, San Pedro Sula es la ciudad más violenta del mundo" <http://www.seguridadjusticiaypaz.org.mx/biblioteca/finish/5-prensa/177-por-tercer-anoconsecutivo-san-pedro-sula-es-la-ciudad-mas-violenta-del-mundo/0> Accessed December 4, 2014.

Consulta Mitofsky. 2011. "Encuesta nacional sobre la percepción de seguridad ciudadana en México (MUCD) Encuesta nacional en viviendas." [National Survey on Perception of Citizen Safety in Mexico. National survey conducted in homes]. <http://consulta.mx/web/index.php/estudios/mexico-opina/366-encuesta-nacional-sobre-lapercepcion-de-seguridad-ciudadana-en-mexico-mucd> Accessed February 25, 2012.

Consulta Mitofsky. 2014. "Encuesta nacional sobre la percepción de seguridad ciudadana en México (MUCD) Encuesta nacional en viviendas." [National Survey on Perception of Citizen Safety in Mexico. National survey conducted in homes]. http://www.consulta.mx/web/images/MexicoOpina/2014/NA_MUCD2014mzo.pdf Accessed January 6, 2015

Doyle, Michael. W. 1983. "Summer. Kant, Liberal legacies, and foreign affairs". *Philosophy and Public Affairs*, 12 (3), 205-235.

Fagan, Melinda B. 2010. "Social construction revisited: Epistemology and scientific practice". *Philosophy of Science*, Vol. 77, No. 1, pp. 92-116.

Galtung, Johan, Jake Lynch, and Annabel Mc. Goldrick. 2006. *Reporteando conflictos. Una introducción al periodismo de paz*. Puebla: Montiel & Soriano Editores.

Gawerc, Michelle I. 2006. "Peace-building: Theoretical and Concrete Perspectives". *Peace & Change*. Vol. 31, No. 4, October, pp 435-478. DOI: 10.1111/j.1468-0130.2006.00387.x.



GEA-ISA. 2015. México: Política, Sociedad y Cambio: Escenarios de Gobernabilidad. National Public Opinion Poll. <http://www.isa.org.mx/contenido/GIMX1503p.pdf> Accessed January 16, 2016.

Gilboa, Eytan. 2010. "Media and Conflict Resolution: a Framework for Analysis". *Marquette Law Review*. Vol 93, No 1, pp 87-111.

Institute for Economics and Peace (IEP). 2016. "Global Peace Index" http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/06/GPI-2016-Report_2.pdf Accessed January 11, 2017.

Institute for Economics and Peace (IEP). 2016b. "Positive Peace Report" <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/09/Positive-Peace-Report-2016.pdf> Accessed January 11, 2016.

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (National Institute of Statistics and Geography)(INEGI). (2015). México en cifras. <http://www.inegi.org.mx/sistemas/mexicocifras/default.aspx?e=9> Accessed January 6, 2015.

Lukacovic, Marta Natalia. 2002. "Peace Journalism and Radical Media Ethics". *Conflict and Communication Online*, Vol. 15, No. 2, http://www.cco.regeneronline.de/2016_2/pdf/lukacovic2016.pdf Accessed January 10, 2017.

Meschoulam, Mauricio. 2012. *Violencia y efectos psicosociales: el estudio [Violence and Psychosocial Effects: The Study]*. El Universal. <http://www.eluniversalmas.com.mx/editoriales/2012/03/57482.php> Accessed September 23, 2013.

Meschoulam, Mauricio. 2014. "Values, perceptions, and conceptions. A Qualitative study in a Mexico City neighborhood". *International Journal of Peace Studies*, Volume 19, Number 2, Winter 2014.

Meschoulam, Mauricio, Hacker Anne. J., Carbajal Fausto, De Benito Carolina., Blumenkron Cristina., and Raich Talia. 2015. "Values, Perceptions, and Peacebuilding: An Expanded Qualitative Study in Mexico". *International Journal of Peace Studies* 20, No. 1, Summer 2015. https://www.gmu.edu/programs/icar/ijps/Vol20_1/Meschoulam_Hacker_Carbajal_deBenito_Blumenkron_Raich.pdf Accessed January 11, 2017.

Munteanu, Nicoleta Anne-Marie. 2011. "Mass-media role in conflict prevention". *Revista Academiei Fortelor Terestre*, Vol.16, No. 1, pp. 29-36. <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=a9h&AN=59435646&site=ehost-live> Accessed December 20, 2016.

Parametría. 2015. ¿En quién confían los mexicanos? National poll http://www.parametria.com.mx/carta_parametrica.php?cp=4815 Accessed January 16, 2016.

Rashid Khan, Muhammad and Jan, Mirza. 2011. "Peace Journalism and Conflict Reporting: The Case of Pakistani Media". *A Research Journal of South Asian Studies*, Vol. 26, No. 2, pp. 311-324. http://pu.edu.pk/images/journal/csas/PDF/V_26_No_2_6Dr.%20Mirz%20Jan.pdf Accessed January 10, 2017.

Savrum, Melike Yagmur, and Leon Miller. 2015. "The role of the media in conflict, peacebuilding, and International Relations". *International Journal On World Peace*, Vol. 32, No. 4, pp.13-34. <http://rcmss.com/2015/ijpcs/september/THE%20ROLE%20OF%20THE%20MEDIA%20IN%20CONFLICT%20PEACE-BUILDING%20AND%20INTERNATIONAL%20RELATIONS.pdf> Accessed December 19, 2016.



Stenmark, Mikael. 2009. "Three theories of human nature". *Zygon: Journal of Religion & Science*, Vol.44, No. 4, pp. 894-920. DOI: 10.1111/j.1467-9744.2009.01040.x





Multilatéralisme pour la paix



Afrique : Le partenariat entre l'UNESCO et les ONG pour une culture de la paix

Pierre-Paul Dika Elokou

Docteur en droit public de l'Université de Reims Champagne Ardennes
Enseignant à la Faculté des Sciences juridiques et politiques
de l'Université de Ngaoundéré

Le continent africain, de tous les six continents que compte la planète, est sans nul doute le moins avancé en termes politique, économique, commercial social et culturel. En effet plus de six décennies après l'accession de ses pays à l'indépendance, sa situation n'est guère enviable. Ce continent est en effet synonyme de conflits, de famine, d'épidémie, de pauvreté, de guerres civiles, de marginalisation économique internationale, de continent d'émigration, de réfugiés, de déplacés. Ce tableau sombre laisse néanmoins entrevoir des perspectives positives du fait de la jeunesse de sa population et de la richesse de son sol et de son sous-sol.

Force est de constater que depuis la fin des années 1950, des avancées ont été observées en matière politique (démocratisation politique, droit de vote), économique (avec un taux de croissance non négligeable, l'appui des institutions internationales financières comme la Banque mondiale et le FMI, des États, des programmes onusiens), en matière des droits de l'homme (adhésion des États aux instruments internationaux continentaux, intégration des principes dans les préambules des différentes constitutions, révolutions sociales en Tunisie et en Égypte), l'émergence d'une société civile, la création d'organisations sous régionales générales (UMA, SADC, CEDEAO, CEEAC, CEMAC, CPGL, COMESA, CGG pour ne citer que ces exemples), la création de l'organisation continentale (régionale) en 1963 (OUA) remplacée en 2002 par l'Union africaine (UA) qui se veut plus ambitieuse en termes de paix et de sécurité, de droit de l'homme et de développement économique. Notons enfin en matière de développement, le NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, créé en 2001) remplacé en 2018 par le Programme de développement de l'Afrique avec en prime la signature d'une zone de libre échange continentale à Kigali (Rwanda) en 2018.

En plus de six décennies, ce continent a traversé avec brio, non sans soubresauts, la guerre froide, le choc pétrolier des années 1970, la chute du mur de Berlin, la vague de démocratisation des années 1990, les révolutions arabes de 2010, les crises migratoires, celle des réfugiés et des déplacés internes, les coups d'Etat et les changements inconstitutionnels de pouvoirs, la montée du terrorisme islamique et en matière de droit de l'homme le procès d'ex-dirigeants africains devant la Cour Pénale internationale.

Ces différentes étapes ont entraîné des reculs, des avancés. En clair, si le tableau de 2021 est différent de la fin des années 1950, le continent est en pleine mutation, restructuration et nous sommes néanmoins loin d'une Renaissance africaine. Toutes les initiatives des organisations internationales, régionales et sous régionales, des partenaires étatiques, des ONG ne doivent pas nous faire oublier la complexité du continent africain dont une grande partie des États qui le composent sont parmi les plus pauvres du monde. Force est aussi de constater que la taille du continent apparaît être un handicap majeur. Ce continent donne en effet l'apparence d'une unité physique. Avec 30 millions de km², 54 États et près d'un milliard d'habitants (dont plus de la moitié a moins de 20 ans).



Cette unité est battue en brèche par des différences géographiques et climatiques (une façade nord et sud de climat méditerranéen, la partie nord désertique et sahélienne, la partie centrale constituée de savane, de forêt, à l'est des montagnes et l'Afrique du sud partagée entre milieu tempéré et tropical). A cela s'ajoutent des différences linguistiques, (les langues héritées de la colonisation se conjuguent aux langues nationales) raciales (le nord composé du Maghreb et de l'Égypte est qualifiée de blanche et l'Afrique subsaharienne est qualifiée d'Afrique noire avec néanmoins la particularité propre de l'Afrique australe qui est multiraciale du fait de la forte présence d'une population blanche en Afrique du Sud et au Zimbabwe notamment), économique (avec des disparités régionales, une Afrique blanche plus développée, une Afrique noire qui l'est moins, des disparités héritées de la colonisation, les pays anglophones étant plus avancés que les pays francophones), politiques et démocratiques (l'Afrique de l'ouest, de l'est et australe étant en avance sur l'Afrique centrale).

Au-delà de toutes ces disparités régionales et sous régionales notons aussi celles propres aux États qui font face aux défis sociaux politiques et économiques particuliers avec en tête de liste la Lybie. La dernière disparité a trait à la paix et à la lutte contre le terrorisme. En effet, la région du Sahel (qui va du Sénégal à la Somalie) est celle qui concentre les plus grands groupes terroristes (Boko haram, shebabs, Aqmi pour ne citer que ces exemples). Il serait réducteur de s'arrêter sur ce tableau général sombre de l'Afrique parce qu'il ne met pas réellement en lumière les enjeux et défis essentiels de ce continent.

La culture de la paix entre dans cette optique et l'UNESCO, l'organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture, institution spécialisée des Nations unies (1), en partenariat avec les ONG met en œuvre des actions en faveur de la paix, en Afrique notamment.

Selon les Nations Unies, la culture de paix est un ensemble de valeurs, de comportements et de modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines, par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États. L'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a proclamé la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde pour la période 2001-2010 dans sa résolution 53/25 du 10 novembre 1998. Elle a ensuite adopté en 1999 la Déclaration et le Programme d'action sur une culture de la paix. (2)

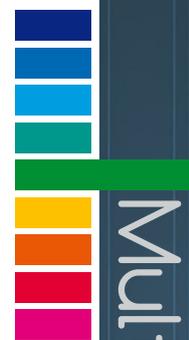
La culture et l'éducation comme vecteur de paix (I) et l'action de l'UNESCO en faveur de la culture de la paix en Afrique (II) peuvent mettre en lumière la culture de la paix en Afrique.

I) La culture et l'éducation comme vecteurs de paix.

La culture est en effet une notion complexe, elle peut être abordée de trois principaux points de vue que sont la paix par la culture (a) la paix par l'éducation (b) et enfin le dialogue et la diversité culturelle (c)

a) La paix par la culture.

Elle peut être abordée de manière spécifique, particulière, comme ce qui distingue les hommes entre eux, lorsqu'elle s'écrit « culture », mais aussi comme générale et universelle, lorsqu'elle caractérise l'humain, lorsqu'elle s'écrit « Culture ». Il existe en effet différents aspects culturels de l'action de paix, qui vont de l'élaboration de savoirs à l'expression de spiritualité. Plusieurs dimensions sont contenues dans les thèmes des savoirs et de la spiritualité. Ainsi l'aspect culturel peut se décliner de la connaissance et des savoir-faire à une Culture humaine de paix, impliquant des valeurs éthiques et morales. Pour caractériser



ici la notion de culture, nous pourrions utiliser la définition assez générale de l'anthropologue Tylor, pour qui la culture est un ensemble complexe incluant les savoirs (3), les croyances, l'art, les mœurs, le droit, les coutumes, ainsi que toute disposition ou usage acquis par l'homme vivant en société. Si la culture fait la spécificité, le fait culturel est ce qui unit les hommes. La paix par l'éducation entre aussi dans cette optique.

b) La paix par l'éducation.

Il importe d'insister sur l'éducation en tant que transmission, transmission en premier lieu pour la paix, puis transmission ensuite comme culture de paix elle-même. L'éducation pour la paix à une culture de paix constitue le premier volet de la paix par l'éducation. En effet, alors que la recherche et la formation se ciblent davantage sur des points spécifiques, comme des outils techniques de paix, l'éducation se concentre sur la transmission, dans l'acte lui-même comme dans les choses à transmettre. Les organisations d'éducation mettent en avant une transmission de valeur. La transmission, ainsi que toute la pédagogie et ses outils, nécessite une élaboration précise et cette dernière est contenue dans le système d'une éducation pour la paix qui est une Culture de paix. En ce sens, des organisations se sont engagées pour la Culture de paix. Ce sont notamment la Fondation Culture de Paix en Espagne et le Mouvement des Educateurs pour la Paix et la Compréhension Mutuelle.

Les engagements pour l'éducation et la culture de paix constituent le second volet de la paix par l'éducation. A cet effet, cinq organisations notamment européennes (4) se sont engagées pour une éducation pour la paix et pour une culture de paix. Ils réunissent ainsi les différents aspects de l'éducation à la paix.

A bien y voir, il existe enfin un thème fondamental de paix et qui reste lié à l'éducation et au savoir, à une meilleure connaissance de l'autre, et à l'éducation au partage et au rapprochement, c'est le dialogue et la diversité culturelle.

c) Le dialogue et la diversité culturelle

L'inter-culturalité est une valeur de paix plus qu'un outil : elle n'est pas un objet neutre et contient en elle-même la paix, Poser l'inter-culturalité comme valeur de paix signifie mettre en avant sa dimension éthique. L'inter-culturalité est un terme global pour désigner l'échange entre les cultures. Le simple contact entre les cultures ne suffit pas à la paix : plus qu'un contact, l'inter-culturalité se veut échange et dialogue. Nous avons déjà montré l'importance de la dimension de l'échange au sein de la paix. Nous la retrouvons ici appliquée à la culture, au sens de la spécificité culturelle, individuelle et collective, Le « dialogue » interculturel, ou encore l'« échange », la « communication » sont mis en avant pour valoriser ce contact interculturel. La plupart des acteurs le posent comme tel pour impliquer la paix. Le SCAF et la Fondation Krzyzowa qualifient ces valeurs par les notions de confiance et d'amitié. Des organisations africaines se sont aussi engagées dans ce dialogue interculturel, c'est le cas du Centre Panafricain de Prospective Sociale (CPPS), association béninoise (5) et la fondation Houphouët Boigny (6) pour la recherche de la paix qui sont dans cette dynamique.

Il importe dès lors de mettre en lumière l'action de l'UNESCO en faveur de la culture de la paix en Afrique.

II) L'action de l'UNESCO en faveur de la culture de la paix en Afrique

L'action de l'UNESCO en faveur d'une culture de la paix en Afrique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du " Programme d'action intersectoriel et interdisciplinaire pour une



culture de la paix et de la non-violence " ainsi que dans sa Stratégie à moyen terme (2014-2021), qui a identifié le fait de " construire la paix en édifiant des sociétés ouvertes, pacifiques et solides " comme un des deux principaux domaines d'action de l'Afrique. Cette action vise également à contribuer à la mise en œuvre des programmes sur l'intégration régionale, la paix, la sécurité et la démocratie établis dans le Plan stratégique de la Commission de l'Union africaine en mettant en œuvre la Charte de la Renaissance culturelle africaine, de la campagne « Make Peace Happen » lancée par l'Union africaine en 2010 et de son Agenda 2063 pour le développement de l'Afrique. L'objectif louable (a), les forums comme cadre d'action de l'action de l'UNESCO (b) et les sessions de renforcement de capacités (c) en sont l'expression.

a) Un objectif louable

L'objectif global de cette action pour l'Afrique est de s'appuyer sur les sources d'inspiration et le potentiel des ressources culturelles, naturelles et humaines du Continent et d'identifier des propositions concrètes d'action pour construire une paix durable, pierre angulaire du développement endogène et du panafricanisme. Le " Plan d'action pour une culture de la paix en Afrique " adopté à Luanda (Angola), en mars 2013, en fournit le cadre : les objectifs, les recommandations générales et les propositions d'action.

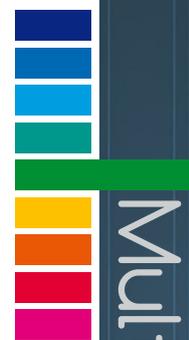
Cette volonté de l'Unesco d'agir pour une culture de la paix et la non-violence dans le prisme de la construction d'une culture de la paix et du développement durable est au cœur même du mandat de l'UNESCO. La formation et la recherche pour le développement durable figurent parmi ses priorités ainsi que l'éducation aux droits de l'homme, les compétences en matière de relations pacifiques, la bonne gouvernance, la mémoire de l'Holocauste, la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Dans ce cadre un partenariat avec les ONG (6) a ainsi été de mise. Le partenariat avec le Réseau des fondations et institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique (7) institué à Addis Abeba le 20 septembre 2013, avec de objectifs louables et multiples (8) en est l'expression et illustre un partenariat en forte hausse avec les associations. Les forums internationaux en sont l'une des caractéristiques.

b) Les forums comme cadre d'action UNESCO - ONG

Depuis sa création, l'UNESCO a cherché à collaborer avec les ONG, qui sont des partenaires fondamentaux de la société civile pour la mise en œuvre des activités et des programmes de l'Organisation. Au fil des années, l'UNESCO a ainsi tissé un réseau précieux de coopération avec les ONG ayant une expertise dans ses domaines de compétence.

Le cadre statutaire actuel pour la coopération avec les ONG est défini par les Directives concernant le partenariat de l'UNESCO avec les organisations non gouvernementales, adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 36e session en 2011. Actuellement, l'UNESCO entretient des partenariats officiels avec 381 ONG et 30 fondations et institutions similaires.

Les Forums internationaux des ONG sont conçus comme des plateformes pour les ONG partenaires officiels de l'UNESCO pour partager leurs pratiques et examiner comment elles peuvent aider à répondre aux défis globaux et concrètement contribuer à prolonger l'action de l'UNESCO. Citons la sixième édition qui s'est tenue les 3 et 4 novembre 2016 à Mexico (Mexique), qui a vu la présence de 50 ONG partenaires de l'UNESCO, avec pour thème principal « De la promotion à la construction de la paix avec les ONG » Les discussions ont souligné la nécessité d'agir et le fait que la paix n'est pas seulement une question dans les mains des décideurs politiques, mais un processus où la société civile est un acteur à part



entière. Les éditions précédentes se sont tenues dans des lieux comme Beijing (Chine), Paris (France), Sozopol (Bulgarie) et Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) et ont abordé des thèmes tels que l'accès à l'eau, les femmes et la pauvreté, le rapprochement des cultures ou encore le rôle de la jeunesse dans la sauvegarde de l'héritage culturel, et ont résulté en la création de plusieurs initiatives locales et internationales qui contribuent aujourd'hui dans leur domaine à la réalisation du programme de l'UNESCO.

Citons aussi celui organisé à Luanda en Angola du 26 au 28 mars 2013 conjointement par le gouvernement de l'Angola, l'Union africaine et l'UNESCO. Citons également les éditions de la biennale de la paix sous la houlette du réseau panafricain pour la culture de la paix – REFICA qui regroupe 44 ONG africaines – qui s'est tenue du 4 au 8 octobre 2021 à Luanda (Angola) (qui se tient tous les deux ans depuis 2015) qui poursuit le développement de réseaux promouvant la « création d'un mouvement continental et durable en faveur de la paix ». Il s'agit notamment du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix et du Réseau panafricain des femmes pour la culture de la paix et le développement durable. Les sessions de renforcement des capacités constituent l'autre forme de coopération UNESCO-ONG.

c) Les sessions de renforcement des capacités comme autre méthode de coopération

Citons celle organisée en partenariat avec la coordination du système des Nations au Gabon et le bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) le 15 juin 2019, L'objectif de cette formation était de contribuer au renforcement des capacités managerielles des leaders de la Coordination nationale du « Réseau panafricain des jeunes pour une culture de la paix » (9) et de la section nationale du « Réseau panafricain des femmes pour une culture de la paix » en vue d'une meilleure structuration desdits réseaux au Gabon.

Au Cameroun, l'UNESCO soutient cinq leaders exemplaires d'organisations dirigées par des jeunes engagés dans des mécanismes d'alerte précoce et la consolidation de la paix. Ces jeunes leaders comprennent – Christian Achaleke de Local Youth Corner (LOYOC), Loic Atangana Nkulu du Réseau panafricain pour une culture de la paix (PAYNCOP), Brice Nisebang du Conseil national de la jeunesse du Cameroun (NYC), Paul Bernard Noah de « G-54 Afrique Avenir » et Gladys Tchegoue de Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ). D'autres jeunes leaders ont également participé à cette initiative, notamment Desmond Ngala de Rog Agency for Open Culture, Stéphane Mebonde d'Accord Parfait et Ramatu Abdou de l'Association pour le bien-être des femmes et des peuples autochtones (ASOWWIP).

Pour la Directrice générale de l'UNESCO Audrey Azoulay, « L'Afrique est le continent d'aujourd'hui (.....) Riche de connaissances et d'opportunités, c'est le continent le plus jeune du monde et l'UNESCO est engagé à ce que cette jeunesse dispose des compétences, de l'éducation, de la créativité, de tout le capital humain possible pour construire un avenir meilleur ».

Conclusion

Il apparaît ainsi que l'UNESCO à bien y voir, peut jouer et joue un rôle déterminant dans la culture de la paix. La culture et l'éducation apparaissent ainsi un vecteur parmi d'autres de la culture de la paix. Le partenariat avec des acteurs non étatiques que sont les associations peut contribuer à mettre sur pied une dynamique d'une culture de la paix.

Notes et références

1 - Les institutions spécialisées font partie de la famille des Nations unies et sont créées par accord intergouvernemental.

2 - Rapport de la société civile à mi-parcours de la Décennie de la Culture de Paix en vertu de l'invitation du paragraphe opératif 10 de la Résolution A/59/143 de l'Assemblée Générale, 2006. Voir aussi Roland Nivet, « La culture de la paix au service du droit à la paix », Hommes et libertés, n° 181, mars 2018, p.43-45.

3 - Les savoirs comme outils et finalité de paix. Un savoir dont la finalité est la « paix de terrain », Un savoir qui a sa propre finalité, se constituant comme un esprit de paix.

4 - Action de recherche pour la paix La Fondation Berghof pour l'Etude des Conflits, en Allemagne concentre son activité sur la recherche et la formation, L'organisation Responding To Conflict, La FRIDE, Fondation pour les Relation Internationale et le Dialogue Extérieur, en s'associant avec le CITpax, Centre International de Tolède pour la Paix, crée une circulation entre les savoirs théoriques et pratiques. L'organisation European Center for Conflict Prevention. (ECCP) se consacre à la recherche et à la constitution de réseau, pour la prévention du conflit et la promotion de stratégies de paix. Le Centre de Soutien pour les Association et les Fondation, le SCAF, en Biélorussie. La Fondation Russe pour la Paix s'attache également à des points précis d'éducation, Le Centre Glencree en Irlande consacre également une partie de son action éducative à la mémoire, la Fondation Culture de Paix s'engage pour la Culture de Paix dans le cadre de la Déclaration et Plan d'action pour une Culture de Paix de l'ONU.

5 - Le déroulement à Cotonou (Bénin) les 26 et 27 mai 2016 de l'atelier de relance de l'initiative africaine a la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel a émis plusieurs recommandations parmi les quelles - Instituer d'urgence un réseau international de soutien à l'initiative en s'appuyant sur un comité restreint de parrainage porté par quelques personnalités ayant participé au Symposium de Cotonou, faire un plaidoyer auprès du gouvernement nigérian pour rappeler l'engagement pris par le général Olushegun Obasanjo d'organiser la deuxième édition du symposium international de Cotonou à Abuja en 2017 ; mettre à contribution le gouvernement du Bénin pour présenter le projet à un sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine,; créer un cadre de concertation consensuel du dialogue interreligieux et interculturel dans les pays membres ou dynamiser ceux existants déjà ; - créer un centre de documentation et d'information ; - Mettre en place une politique de communication appropriée ; - En ce qui concerne l'éducation à la paix, il a été recommandé d'adopter les manuels scolaires élaborés par la CEDEAO et l'UNESCO aux réalités de chaque pays.

6 - L'organisation par cette organisation d'un colloque international de Yamoussoukro tenu les 18 au 20 octobre 2018, a mis en avant parmi les cinq communications celle de la paix religieuse composée de la laïcité, la tolérance religieuse, et le dialogue interreligieux.

7 - Le Comité de liaison ONG-UNESCO en coopération avec le Secrétariat de l'UNESCO en est le fer de lance.

8) -Coordonner les actions respectives des membres du réseau afin d'assurer une vision claire des pratiques communes et une mutualisation des ressources et des moyens d'action ; Donner une meilleure visibilité des organisations et de leurs activités auprès des citoyens et des institutions nationales et internationales, Contribuer à la mise en œuvre du Plan d'action de Luanda par l'élaboration et la réalisation de programmes communs ; Œuvrer au déroulement de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme intersectoriel de l'UNESCO pour une culture de la paix ; Élargir le réseau à des



organisations africaines et non africaines poursuivant les mêmes objectifs.

9 - En décembre 2014 a été lancé, à Libreville (Gabon), le « Réseau panafricain de jeunes pour la culture de la paix », constitué d'environ 60 organisations, parmi lesquelles des Conseils nationaux de la jeunesse.



Berlin – Kaboul, la fin d'un cycle ? L'opportunité d'une nouvelle ère humaine ?

Daniel Durand
Chercheur, Directeur de l'IDRP

L'entrée des talibans dans Kaboul, le départ dans la hâte des dernières troupes états-uniennes de la ville ont frappé les esprits (1). Les commentaires sont nombreux et divers : sur la défaite militaire US, sur la tragédie humaine et démocratique qui risque de s'ouvrir, sur les relations à avoir ou non avec les nouveaux maîtres de l'Afghanistan (2). Il me semble pour ma part que les événements de Kaboul résonnent plus fort qu'une simple péripétie de fin de conflit. Au-delà des simples commentaires politiques pro ou anti-américains, en prenant du recul, cet événement marque, je pense, la fin d'un cycle qui s'est ouvert, il y a environ trois décennies, symbolisé en gros par la chute du mur de Berlin, suivi assez vite de la fin de cette période qu'on appelait la « Guerre froide ». Cette fin de cycle historique est-elle susceptible d'ouvrir l'opportunité de remettre sur le chantier un nouveau multilatéralisme plus inclusif, développé autour d'un système onusien revigoré et démocratisé ? C'est, je crois, un des enjeux possibles de la période qui s'ouvre dans les relations internationales. C'est ce que je veux essayer de montrer schématiquement dans le cadre de cette contribution.

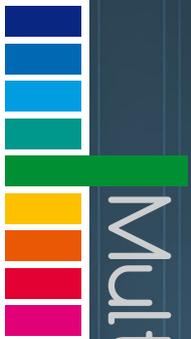
Quelle organisation du monde après 1989 ?

De 1947 à 1989, pendant quarante ans, le monde s'est quasiment paralysé dans le face-à-face de deux blocs antagonistes, le bloc occidental et états-unien d'une part et le bloc communiste, soviétique d'autre part.

La chute du mur de Berlin en 1989 (3), l'accélération du démantèlement du bloc soviétique après la prise de pouvoir d'Eltsine en 1996 (4), ont ouvert alors une période où s'est posée la question de la nouvelle organisation de la planète : comment revoir l'organisation du système international planétaire, avec quelle place et autorité pour le système des Nations unies et pour de nouvelles relations entre États, quelle place accorder aux nouveaux acteurs internationaux qui s'étaient développés : ONGs, élus locaux, puissances économiques transnationales ? Pendant ces décennies, les rivalités et affrontements autour de cette problématique se sont multipliés. Avec la bataille de Kaboul, un chapitre vient de se clore : celui du règlement des conflits et de l'imposition de la démocratie par la seule solution militaire.

Du côté des États

Durant la première décennie, jusqu'en l'an 2000, les grandes puissances privilégient non sans réticences le cadre multilatéral offert par les Nations unies. L'intervention soviétique unilatérale pour soutenir le gouvernement afghan en 1980 est condamnée partout. En 1991, l'intervention au Koweït contre le coup de force de Saddam Hussein se fait sous mandat onusien (5). Les négociations de désarmement se déroulent positivement dans les enceintes onusiennes : traité d'interdiction des armes chimiques en 1993, prorogation indéfinie du TNP en 1995, traité d'interdiction des essais nucléaires en 1996 par exemple.



Des premiers accrocs se produisent pourtant avec les bombardements de l'OTAN sur la Serbie en 1996 qui ne sont validés par le Conseil de sécurité qu'a posteriori (6). C'est autour de la première intervention en Irak et de l'intervention internationale dans les conflits intra-yougoslaves qui est menée d'abord par la Forpronu, forces sous commandement onusien remplacée ensuite par les troupes de l'OTAN que naît le concept « d'imposition de la démocratie » y compris par la force.

On assiste de fait à une course de vitesse entre les interventions des grandes puissances qui commencent à devenir de plus en plus unilatérales et l'intervention grandissante des opinions publiques dans les relations internationales.

Du côté des peuples

Les ONGs profitent de cette période favorable : en 1992, plus de 1500 ONGs participent au Sommet de la Terre, lors de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement (7). C'est la même mobilisation en 1995 à Copenhague pour le Sommet sur le développement social (8) et la même année à Pékin pour le sommet sur les droits de la femme (9). Ces rencontres sont l'occasion de « contre-sommets », de rencontres entre ONG venues de pays ou de continents très différents, elles vont contribuer progressivement à faire émerger la notion, encore très floue et contestée, de « société civile internationale ».

Toutes les conférences et travaux de cette époque débouchent sur des normes qui placent la notion d'individu, d'humain au centre des préoccupations. On parle alors de « développement humain », de « droits humains » et même de « sécurité humaine ». Ces notions sont portées par les ONG mais aussi par des diplomates ou des élites des pays en voie de développement et par certains organismes des Nations unies.

Cette décennie de montée des droits humains est couronnée par le vote de la résolution de l'ONU, le 13 septembre 1999, intitulée « Déclaration et Programme d'action sur la culture de la paix » (10). Cette notion est capitale car elle identifie les domaines dans lesquels les racines des conflits se trouvent et comment on peut les dépasser. C'est la première fois que le développement durable, la sauvegarde des droits humains, l'égalité entre les hommes et les femmes, le processus démocratique, la tolérance et la solidarité, la libre circulation de l'information et des connaissances, et la sécurité humaine, sont pris en compte et articulés dans un seul et unique concept avec soutien de puissances moyennes.

Imposer la démocratie ?

Les attentats de 11 septembre 2001 vont conduire à un basculement progressif en faveur des politiques de puissances unilatérales des États. Une coalition internationale menée par les États-Unis, intervient en Afghanistan en raison du refus de cet État de livrer le chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden, responsable des attentats des Twin towers de New-York.

La pression des « néo-conservateurs »

Le nouveau président Bush est très influencé par les milieux néo-conservateurs qui estiment qu'on peut exporter la démocratie occidentale à coup de chasseurs bombardiers. Le 20 mars 2003, les États-Unis interviennent en Irak, malgré une très forte opposition des opinions publiques dans le monde, sous le prétexte de parer à la menace des armes de destruction massive dont l'administration Bush affirme, à tort, détenir la preuve dans un rapport présenté au Conseil de sécurité de l'ONU le 12 septembre 2002 (il s'agit d'un rapport faussé et truqué comme cela sera démontré plus tard).

C'est la même conception qu'on peut rapprocher de pensées de la fin du 19^e siècle, ce que Jules Ferry appelait « la mission civilisatrice » de l'Occident : il s'agissait d'apporter les « Lumières françaises » à un maximum de territoires possibles.

Ce prétexte d'imposer la démocratie pour couvrir des intérêts plus douteux s'est télescopée avec une préoccupation qui est, elle, beaucoup plus louable. Comment empêcher que des États puissent continuer à commettre des crimes contre l'humanité en toute impunité ? L'impuissance de la communauté internationale à empêcher le génocide au Rwanda agita les consciences mondiales.

La question était donc légitime : comment faire jouer à l'ONU un rôle plus efficace dans la prévention des grandes crises, comment éviter de nouveaux génocides ? C'est de cette préoccupation que naît le concept de la « responsabilité de protéger », Il s'agit d'un progrès dans la voie de relations internationales plus maîtrisées et au service des populations, dans la voie de régler les problèmes en utilisant des moyens non-militaires et des moyens militaires, non plus dans le cadre d'une guerre mais d'une véritable opération de police comme cela se produit dans toute société. Ce concept fut adopté par une résolution du Conseil de sécurité en 2005 (-11) sur proposition de Kofi Annan. La suite des événements montra les difficultés de faire appliquer ce concept dans le cadre des rivalités de puissances mondiales à la fin des années 2000 et début 2010.

Dérives de la « responsabilité de protéger »

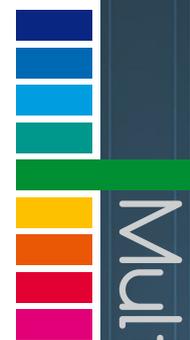
Plusieurs fronts militaires s'ouvrent ainsi successivement : en 2011, une résolution des Nations unies (12) crée une zone d'exclusion aérienne pour protéger les manifestants civils libyens des bombardements de Kadhafi. Mais les dirigeants français (Sarkozy), britanniques (Cameron) détournent l'esprit de cette résolution et débarquent des commandos au sol. Pire, à partir du 31 mars 2011, l'ensemble des opérations sont conduites par l'OTAN dans le cadre de l'opération Unified Protector. Cette opération a conduit progressivement à un éclatement complet du pays, une guerre civile toujours en cours et le passage facilité pour les djihadistes et terroristes pour circuler vers le Sahara et le Mali.

À la même période, une répression sanglante est exercée par le régime syrien contre les manifestants civils, une répression féroce est menée contre les organisations démocratiques, les partis islamistes et les minorités kurdes. Des forces pro-islamistes se regroupent sous la bannière de Daesh et créent un État islamique.

En septembre 2014, menée par les États-Unis, une coalition internationale est formée contre l'État islamique. Il commence à mener des bombardements en Syrie et décide d'appuyer les forces kurdes. Au printemps 2014, le président français François Hollande n'hésite pas à envisager une opération militaire pour arrêter le conflit. C'est ce qu'il explique lors d'un entretien sur France 2 le 29 mai : « Une intervention armée (en Syrie) n'est pas exclue à condition qu'elle se fasse dans le respect du droit international, c'est-à-dire par une délibération du Conseil de sécurité."

Le soutien russe au régime syrien stabilise le conflit, l'État islamique qui s'est créé est détruit mais la situation du pays reste catastrophique après sans doute 500 000 morts, des attaques à l'arme chimique, de nombreux massacres, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, commis, principalement par le régime syrien et par l'État islamique

Le continent africain n'est pas épargné par les interventions de troupes étrangères, avec une opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'armée française, avec une aide secondaire d'armées alliées. Cette opération appelée Barkhane (13) vise à lutter contre les groupes armés salafistes djihadistes dans toute la région du Sahel, dont les infiltrations sont facilitées par le chaos existant en Tunisie et en Lybie. Lancée le 1^{er} août 2014, elle remplace les opérations Serval et Épervier. En 2021, le constat est fait que les groupes



terroristes n'ont pas été vraiment démantelés et continuent de mener des opérations contre des civils, le gouvernement malien est renversé par des militaires. La France annonce en juin 2021, sinon un abandon, mais à tout le moins une pause dans son opération Barkhane avec une réduction des troupes engagées.

D'autres interventions militaires unilatérales ont lieu en Ukraine où commence en 2014 une crise se déroulant à l'Est de l'Ukraine (Ukraine orientale) dans le Donbass. L'opposition des habitants russophones de cette région de Crimée aux autorités de Kiev aboutit à un référendum local du 16 mars 2014 sur le rattachement de la Crimée à la Russie mais dont la légalité n'est pas reconnue par l'Ukraine et la grande majorité de la communauté internationale. Les habitants de cette région autonome sont soutenus par la présence plus ou moins ouverte des troupes militaires russes.

Des enseignements à dégager

L'examen de tous ces conflits montre l'échec des solutions exclusivement militaires pour imposer ou rétablir la démocratie et le droit.

Robespierre avait raison quand il s'écria dans son discours sur la guerre, prononcé à la Société des Amis de la Constitution, le 2 janvier 1792 : « La plus extravagante idée qui puisse naître dans la tête d'un politique, est de croire qu'il suffise à un peuple d'entrer à main armée chez un peuple étranger, pour lui faire adopter ses lois et sa constitution. Personne n'aime les missionnaires armés ; et le premier conseil que donnent la nature et la prudence, c'est de les repousser comme des ennemis. »

L'heure du bilan

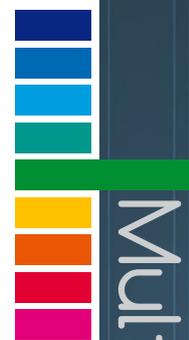
On m'objectera que, grâce à ces interventions, le développement du terrorisme a été bloqué ou freiné : Ben Laden a été tué et ses projets de déstabiliser le Pakistan, voire de s'emparer de ses armes nucléaires, déjoués. Les tentatives d'imposer des États islamistes ou Khalifats ont été brisées, mais à quel prix ? Dans tous les cas cités, les structures étatiques ont été détruites ou très affaiblies. Ces pays connaissent des situations de guerre civile ouverte ou latente, la multiplication des réfugiés, l'extension de la corruption, la multiplication des violences. Parallèlement, dans le monde, le niveau des dépenses militaires a explosé, revenant au-dessus des records établis pendant la Guerre froide. En effet, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1830 milliards de dollars en 2020 malgré la pandémie et la crise économique : 4 % de plus que l'année précédente mais surtout près de 2 fois et demi plus que celles de 1997 quelques années après la fin de la guerre froide. La France s'inscrit dans ce courant puisqu'elle va dépenser 39,2 mds d'euros en 2021 pour ses dépenses d'armements, soit 4,5 % de plus qu'en 2020 et 22 % de plus qu'en 2017, selon le journal Les Échos, et cela aussi malgré le Covid, malgré la crise économique.

En fait, l'examen du bilan de ces trente dernières années est sans appel.

La force militaire ne règle aucun problème international, seules les solutions politiques négociées peuvent permettre de trouver des solutions pérennes et celles-ci ne peuvent se développer que dans un cadre institutionnel adapté, comme celui que fournissent les structures multiples des Nations unies.

Nous sommes à un tournant historique comme nous l'étions après la fin de la seconde guerre mondiale, comme nous l'étions après la chute de l'affrontement entre les deux blocs issus de la Guerre froide.

Ne soyons pas naïfs : les grandes puissances, les intérêts d'État, ne prononceront pas



d'elles-mêmes des mea-culpa, des décisions politiques de contribution même si on voit bien les hésitations en ce milieu 2021 dans les revirements politiques de Jo Biden et d'Emmanuel Macron, les prudences de Vladimir Poutine ou de Xi Jinping. Dans les années 1990, les intérêts égoïstes des États ont vite gâché les chances d'alors de renforcer les coopérations internationales pacifiques, de développer un système multilatéral efficace.

Vers un nouveau souffle ?

Le défi n'est pas seulement dans les mains des puissances étatiques, il repose en grande partie dans les nouveaux acteurs internationaux : ONGs bien sûr, dont les réseaux se sont encore renforcés depuis les années 1990. Les opinions publiques internationales disposent aujourd'hui de moyens d'information et de liaison qui n'existaient pas il y a trente ans : les réseaux sociaux, formidables outils de résonance et d'action. Enfin un sentiment d'appartenance à une communauté mondiale a grandi avec les préoccupations climatiques sur l'avenir de notre planète.

Il y va donc de la responsabilité des acteurs politiques et sociaux de comprendre la nouveauté de la situation internationale, de saisir les nouvelles opportunités pour construire une paix durable, pour créer les conditions d'un nouveau progrès humain sur notre planète et de prendre des initiatives politiques originales. Il y a un calendrier des sommets mondiaux prévus pour le climat mais quid d'un calendrier du désarmement nucléaire pour rendre le TIAN universel, d'un calendrier pour la réduction généralisée et le plafonnement des dépenses militaires, de la mise en œuvre d'une interdiction plus forte du commerce des armes que celle promue actuellement dans le Traité existant ?

En forme de non-conclusion

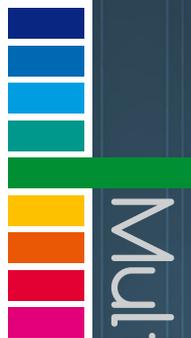
À ceux qui crieraient à l'utopie, je réponds : qui pensait, il y a dix ans, que les États-Unis, avec Jo Biden, seraient porteurs d'une proposition d'impôt exceptionnel sur les profits des grands groupes économiques transnationaux, ou qui pouvait prévoir que la proposition de suspendre, voire supprimer, les brevets sur les vaccins recueillerait tant d'écho en France et dans le monde ?

L'an 2025 marquera le 80e anniversaire de la création des Nations unies et de leur Charte : pourquoi cet anniversaire ne serait-il pas l'occasion d'une Assemblée générale extraordinaire des Nations unies pour rassembler, faire le point et booster les avancées de la démilitarisation de notre planète, de la réduction des dépenses d'armement, des décisions pour lutter contre le réchauffement climatique, de l'achèvement des objectifs du développement durable, de la mise en œuvre de programmes généralisés d'éducation à une véritable culture de la paix universelle ? Cette Assemblée générale extraordinaire pourrait être doublée comme en l'an 2000 d'une Assemblée des peuples qui permettrait aux opinions publiques mondiales, aux ONGs, aux élus locaux de s'exprimer et faire pression sur tous ces sujets. Il ne reste pas beaucoup de temps pour saisir cette occasion.

Notes et références

1 - Entre le 1er mai et le 15 août 2021, les talibans prennent 228 districts au gouvernement afghan, lequel finit par s'effondrer. Le 15 août 2021, ils entrent dans Kaboul sans combattre et reprennent le pouvoir vingt ans après en avoir été chassés.

2 - Lire par exemple ces interrogations dans Les Échos du 16 août 2021 <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/afghanistan-dix-questions-sur->



une-tragedie-1339080 (consulté le 7/12/2021)

3 - La chute du mur de Berlin a lieu dans la nuit du 9 novembre 1989.

4 - Le 1er novembre 1996, une réforme de la Constitution russe accorde des pouvoirs renforcés au président. Le 15 novembre, Boris Eltsine décide de cumuler les fonctions de président et de Premier ministre. L'Union soviétique vit ses dernières heures.

5 - Le 2 août 1990, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 660 condamnant l'invasion irakienne du Koweït et exigeant que l'Irak retire inconditionnellement toutes les forces déployées au Koweït.

6 - Jean-Christophe Buisson, « Belgrade : 15 ans après le bombardement, les Serbes n'oublient pas » [archive], Le Figaro (consulté le 7/12/2021).

7 - En juin 1992, à Rio de Janeiro (Brésil), la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement -- connue sous le nom de Sommet "planète Terre" -- a adopté une déclaration qui a fait progresser le concept des droits et des responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement. Voir <https://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm> (consulté le 7/12/2021)

8 - Le sommet mondial pour le développement social, dont le but est de consolider les principes du développement durable, a fait suite au Sommet de la Terre de Rio. Il y a été déclaré que : « tout être humain a droit à sa pleine dignité - voir <https://www.un.org/french/events/social95.htm> (consulté le 7/12/2021)

9 - La quatrième conférence mondiale sur les femmes s'est tenue sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) à Pékin, en Chine, du 4 au 15 septembre 1995 - <https://www.unwomen.org/fr/how-we-work/intergovernmental-support/world-conferences-on-women> - (consulté le 7/12/2021)

10 - L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 13 septembre 1999, dernier jour de sa 53ème session, un document remarquable : Déclaration et Programme d'action pour une culture de paix ». <https://www.mvtpaix.org/wordpress/culture-de-paix/resolu-onu-decennie/programme-actions/> (consulté le 7/12/2021)

11 - Lors du Sommet mondial de 2005, tous les chefs d'État et de gouvernement ont affirmé la responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité.

<https://www.un.org/fr/chronicle/article/la-responsabilite-de-protoger> (consulté le 7/12/2021)

12 - La résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies est une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée le 17 mars 2011,2. Elle permet aux pays qui le souhaitent de participer à une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour protéger la population civile. Kofi Annan se posera la question des conséquences diplomatiques du mésusage par David Cameron et Nicolas Sarkozy de cette résolution du Conseil de sécurité. Il regrettera que le principe de la « responsabilité de protéger », qu'il avait contribué à élaborer, ait été dévoyé et que la résolution ait donné aux Russes et aux Chinois le sentiment qu'ils avaient été dupés, cette résolution prise pour éviter davantage de morts ayant été transformée en processus de changement de régime.

https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9solution_1973_du_Conseil_de_s%C3%A9curit%C3%A9_des_Nations_unies - (consulté le 7/12/2021)

13 - L'opération Barkhane est une opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'Armée française, avec une aide secondaire d'armées alliées, qui vise à lutter contre les groupes armés salafistes djihadistes dans toute la région du Sahel. Lancée le 1er août 2014, elle remplace les opérations Serval et Épervier.



L'Amérique latine à la recherche d'un nouveau multilatéralisme

Obey Ament

Spécialiste des questions d'Amérique latine

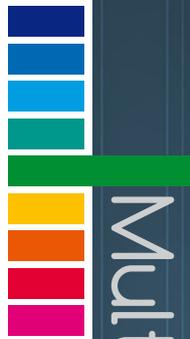
Le 18 septembre dernier s'ouvrait à Mexico le VI^e Sommet de la Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) quatre ans après sa dernière réunion en République Dominicaine, en janvier 2017... une interruption due tant aux désaccords, qu'au peu d'investissement des forces de droite arrivées à la tête de certains pays, qu'à l'actuelle pandémie.

La CELAC, qui rassemble l'ensemble des pays de l'Amérique latine, a été créée grâce à l'impulsion des gouvernements de gauche en place lors des réunions qui se sont tenues à Playa del Carmen, au Mexique en février 2010, et à Caracas en décembre 2011. Sa création a été un moment de grande importance dans l'histoire du continent américain, ouvrant une ère nouvelle dans les relations entre les pays latino-américains. Jusque-là l'Organisation des États Américains (OEA) était le seul cadre multilatéral pour la discussion des thèmes politiques concernant l'ensemble du continent. La création de la CELAC a donné un cadre propre aux pays latino-américains sans la participation des États-Unis et du Canada.

Ainsi, la CELAC s'est imposée comme un forum politique face à l'OEA et face au Sommet des Amériques créé en 1994 à l'initiative de Washington pour mettre en place un Accord de libre échange des Amériques (ALCA). Celui-ci devait ancrer les politiques néolibérales à l'instar de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) qui réunit le Canada, le Mexique et les États-Unis.

La différence est de taille. L'OEA a été dès sa création, pour Washington, un instrument de contrôle de son « arrière-cour », surtout pendant la guerre froide. C'est lors d'une de ses réunions en 1962 qu'à l'instigation des États-Unis, et avec le vote favorable des pays membres à l'exception du Mexique, Cuba a été exclu pour ses choix en faveur d'une voie socialiste, et pour éviter « la contagion communiste ». Malgré ses déclarations en faveur de la démocratie et des libertés, l'OEA n'a jamais condamné les dictatures imposées ou soutenues par les États-Unis comme celles de Fulgencio Batista à Cuba, de Leonidas Trujillo en République Dominicaine et Anastasio Somoza au Nicaragua. Elle n'a rien eu à dire lorsqu'en Uruguay, au Chili, en Argentine et au Paraguay les militaires ont instauré des dictatures sanglantes, ou encore lors des coups d'État contre Hugo Chavez au Venezuela en 2002, Manuel Zelaya en Honduras en 2009, Fernando Lugo au Paraguay en 2012 ou Dilma Rousseff au Brésil en 2016. Plus récemment l'OEA a joué un rôle actif dans le coup de force contre Evo Morales de 2019.

Avec l'arrivée de la gauche au gouvernement dans un grand nombre de pays à partir de 1998 et dans les années 2000 l'idée d'une intégration régionale autonome a pris forme. Elle s'est concrétisée avec la création de la CELAC. Déjà en 2005, lors du Sommet des Amériques de Mar del Plata, les gouvernements progressistes ont mis un coup d'arrêt définitif au projet



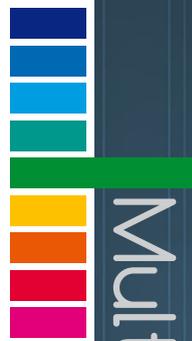
d'ALCA. Trois ans plus tard, un premier pas vers la création de la CELAC a été réalisé en 2008 lors du Sommet d'Amérique latine et des Caraïbes sur l'intégration et le développement, sommet accueilli par le gouvernement de Luis Inacio Lula da Silva, à Salvador de Bahia, au Brésil. D'autres instances régionales de coopération et de dialogue politique furent créées, renforçant ainsi le processus d'intégration comme l'Union des Nations d'Amérique du Sud (UNASUR), et l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) qui cherchait à mettre en place des réseaux de communications et de transports entre les océans Atlantique et Pacifique. La création d'un Conseil de défense a donné une alternative à ces pays face au Traité inter-américain d'assistance réciproque, une sorte d'OTAN régionale née au début de la guerre froide. En parallèle, Cuba, le Venezuela, l'Équateur, le Nicaragua et des pays des Caraïbes ont mis en place l'Alliance bolivarienne des Amériques (ALBA) avec des coopérations en plusieurs domaines.

L'une des plus importantes réussites a été le fait que l'UNASUR et la CELAC ont rassemblé l'ensemble des gouvernements, de gauche ou de droite, dans un élan qui ouvrait des possibilités nouvelles de développement et de stabilité. C'est en tant que bloc régional que la CELAC a assumé les négociations du traité de libre échange que l'Union européenne proposait à l'Amérique latine pour concurrencer l'offensive lancée par les États-Unis avec l'ALENA et l'ALCA.

En se constituant en bloc, l'Amérique latine a essayé de se faire une place dans le monde face aux puissances. Cette aspiration à l'autonomie va de pair avec le développement de relations de coopération sud-sud avec les pays du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie, notamment la Chine. Cette dernière va devenir dans les années 2000 selon les pays le premier ou le deuxième partenaire commercial et pourvoyeur d'investissements surtout dans la production de matières premières (1). Cette présence est une mise en cause de l'hégémonie des États-Unis dans leur « arrière-cour ».

Les États-Unis ont perçu un danger pour la continuité de l'OEA, et un possible affaiblissement de son autorité dans la région. Pendant le mandat de Barak Obama, sa Secrétaire d'État Hillary Clinton a déployé beaucoup d'efforts afin de redonner une légitimité à l'OEA. Elle s'est rapproché des gouvernements proches de Washington. Elle a proposé que l'organisation se concentre sur ce qui devait être sa mission principale : le renforcement des institutions démocratiques, de la démocratie représentative et l'application de sa Charte démocratique qui prévoit l'exclusion des gouvernements pouvant mettre en danger l'ordre démocratique (2). Elle proposait part ailleurs la redéfinition de ce que signifie « altération de l'ordre démocratique », avec l'adoption d'un Plan d'Action et la nomination de rapporteurs devant surveiller le respect de la démocratie. Avec ces propositions Hillary Clinton visait clairement les pays considérés comme « ennemis de la démocratie ». L'idée de redéfinir l'« altération de l'ordre démocratique » signifiait qu'il ne suffisait plus d'être élu par une majorité de citoyens pour être considéré comme quelqu'un d'acceptable. Cela impliquait d'être soumis à une surveillance. Cette tentative d'imposer le retour de l'autorité impériale n'a pas connu de succès.

Par la suite, après des négociations longues et difficiles, les États-Unis ont dû se plier à la volonté de la grande majorité des pays. Ils ont accepté la réintégration de Cuba au sein de l'OEA lors de son Assemblée générale de juin 2009 (3) et sa participation aux Sommets des Amériques, ce qui constitue un fait politique de très grande importance.



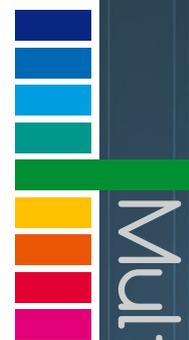
Le retour de la droite et l'offensive contre une intégration régionale autonome.

L'impact de la crise financière mondiale et la chute de la demande de matières premières en 2008 a frappé les économies latino-américaines. Les conséquences sur le niveau de vie ont favorisé le retour d'une droite réorganisée avec des candidats qui promettaient une gestion rigoureuse et le retour de la stabilité. L'élection de Mauricio Macri en Argentine, Sebastian Piñera au Chili, Lenin Moreno en Équateur et Jair Bolsonaro a renforcé le groupe des pays gouvernés par la droite. En 2018, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et le Pérou ont annoncé leur décision de suspendre leur participation à l'UNASUR, et la Colombie l'a quitté définitivement, suivie en 2019 par l'Équateur et l'Argentine. Cette décision politique fait partie de l'objectif d'un démantèlement de tout ce qui a été construit par la gauche, et qui a laissé une forte empreinte. Les gouvernements de droite se sont empressés de construire leur propre alternative avec le « Groupe de Lima » (4) qui jusqu'ici joue un rôle purement politique.

La droite latino-américaine au pouvoir a fait le choix de rester dans la CELAC qui a acquis une légitimité reconnue, et seul le Brésil de Jair Bolsonaro a fait le choix de la quitter en janvier 2020. Par contre, les divergences et conflits qui existent entre les pays de la région ont continué à s'exprimer avec force dans le cadre de l'OEA. Ce qui a donné lieu à des affrontements, que ce soit lors de l'élection de son Secrétaire général, l'Uruguayen Luis Almagro, ou lorsque celui-ci a adopté des positions attaquant le gouvernement vénézuélien. Luis Almagro, en alliance avec les États-Unis et leurs alliés, a fait la promotion de la reconnaissance du président auto-proclamé Juan Guaido au Venezuela, et a joué un rôle décisif dans ce qu'on peut qualifier de coup d'État en Bolivie lors des élections présidentielles du 20 octobre 2019. En s'appuyant sur la mission d'observation, envoyé par l'OEA, il a proclamé l'irrégularité du scrutin ouvrant ainsi la voie à l'armée et l'extrême droite. Le Secrétaire général de l'OEA a reconnu alors la dirigeante d'extrême droite Jeannine Añez comme présidente, avec le soutien de Donald Trump et de ses alliés (5). Evo Morales a du s'exiler au Mexique en novembre 2019.

Lors de la réunion du Conseil permanent extraordinaire de l'OEA en juin 2021, la représentante du Mexique, Luz Elena Baños a dénoncé le comportement de Luis Almagro (6) estimant que « L'OEA n'a pas d'autorité pour reconnaître ou ne pas reconnaître des gouvernements » puisque « c'est une prérogative des États et non pas celle des organismes internationaux ». Elle a aussi estimé qu'ils « n'ont pas les compétences pour dicter ou qualifier des élections. C'est la prérogative des autorités nationales ». Lors de la réélection de Luis Almagro en mars 2020 au Secrétariat général de l'organisation, la représentante du Mexique avait estimé que sa reconduction à ce poste était le triomphe d'une direction qui se comporte avec partialité, et le triomphe d'un secrétaire général qui agit comme un État membre et non pas comme un facilitateur » (7). Elle avait alors souligné « l'approfondissement des différences et des fractures dans l'hémisphère » (8).

C'est dans ce contexte d'affrontements que le Mexique a reçu la présidence pro tempore de la CELAC en 2020 avec la seule opposition du gouvernement de facto de la Bolivie. Il a été reconduit dans cette responsabilité en 2021. C'est ainsi que le VI^e Sommet de la CELAC a eu lieu à Mexico le 18 septembre 2021.



La revitalisation du projet d'intégration autonome et l'avenir de l'OEA

Lors des célébrations du 238ème anniversaire de Simon Bolivar à Mexico le 24 juillet dernier, Andres Manuel Lopez Obrador a prononcé un discours dont la presse n'a retenu qu'une partie, celle où le président mexicain propose une réforme de l'OEA ou bien une nouvelle organisation de substitution. Or, la proposition du Président va bien au-delà. Dans son discours (9), le Président Lopez Obrador a rappelé l'histoire de la recherche d'une unité des pays du continent, le rôle joué par les États-Unis, la Doctrine Monroe défendant l'idée d'une « Amérique pour les Américains » et annonçant la politique « d'expansion territoriale et belliciste des États-Unis ». Il a souligné la manière avec laquelle « Washington n'a jamais cessé de réaliser des opérations ouvertes ou clandestines contre les pays indépendants » de la région, et comment Cuba est le seul pays ayant résisté en défendant son indépendance pendant plus d'un demi-siècle. Il a soutenu que le moment est arrivé pour une nouvelle coexistence entre tous les pays de l'Amérique puisque le modèle imposé depuis plus de deux siècles est épuisé. Selon lui, « Il faut mettre de côté la disjonction entre intégration aux États-Unis et opposition en forme défensive ».

Selon Lopez Obrador, une confrontation frontale avec les États-Unis serait « une grave erreur ». En même temps, il a considéré que des « raisons puissantes » existent pour que les pays de l'Amérique latine fassent valoir leur souveraineté. Il a démontré avec des arguments et sans forfanterie qu'ils ne sont ni un protectorat ou une colonie, ni une « arrière-cour ».

En prenant comme exemple le Traité signé avec les États-Unis et le Canada qui a remplacé l'ALENA renégocié sous sa conduite en 2018, Lopez Obrador a défendu l'idée d'une intégration régionale qui comprendrait l'ensemble des pays du continent y compris le Canada et les États-Unis. Une intégration qui respecterait la souveraineté et l'indépendance des États et qui pourra aussi être un projet de coopération pour le développement. Ce serait, selon lui, la meilleure façon d'en finir avec la politique pratiquée durant les deux derniers siècles, politique marquée par des invasions, des interventions pour faire tomber ou bien pour imposer des présidents, des ingérences, des exclusions et des blocus.

Il a proposé de « construire quelque chose de semblable à l'Union européenne, qui soit attaché à notre histoire, à notre réalité et à nos identités. Dans ce sens, on ne peut pas écarter l'idée qu'un organisme véritablement autonome, qui ne soit le valet de pied de personne, puisse se substituer à l'OEA, ».

Deux mois plus tard, lors de la séance d'ouverture de la réunion des Chefs d'État de la CELAC, Manuel Andrés Lopez Obrador est revenu sur sa proposition : La CELAC , a-t-il déclaré, « peut devenir le principal instrument pour la consolidation des relations entre nos pays, et atteindre l'objectif d'une intégration économique avec les États-Unis et le Canada dans un cadre de respect de nos souverainetés, c'est-à-dire construire dans le continent quelque chose de semblable à ce que fut la Communauté économique qui est à l'origine de l'Union européenne » (référence).

Pour étayer sa proposition il a rappelé le poids croissant de la Chine dans l'économie et le commerce mondial, dans une concurrence qui pourrait devenir une menace pour la paix dans le monde. En créant cet espace américain on pourrait atteindre un équilibre sans



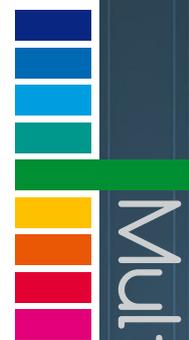
l'hégémonie d'un seul pays.

Un telle proposition étonne puisqu'elle rappelle l'Accord de libre échange des Amériques (ALCA) rejeté en 2005 par les gouvernements de gauche. Bien sûr, la proposition avancée par le président mexicain repose sur une revendication d'indépendance des pays latino-américains. Elle se veut une alternative à une relation de domination et d'interventionnisme. Le gouvernement de Joe Biden n'a pas réagi à cette proposition, mais son Secrétaire d'État Antony Blinken, dans un communiqué publié à l'occasion des 20 ans de la Charte démocratique de l'OEA, a affirmé que le Sommet des Amériques ayant donné naissance au projet d'ALCA en 1994, est « le seul » cadre qui réunit l'ensemble des Chefs d'État du continent. Il a annoncé la tenue de sa prochaine rencontre durant l'été 2022 aux États-Unis.

Les propos du Président Lopez Obrador n'ont pas constitué une attaque contre la Chine. C'était une proposition pour écarter de possibles conflits que le contexte mondial actuel semble annoncer. La CELAC entretient de très bonnes relations avec la Chine. Celle-ci est le premier investisseur ou le principal partenaire commercial d'une partie des pays de l'Amérique du sud. Elle a joué un rôle important dans l'accès aux vaccins anti-COVID 19 dans la région (référence). Depuis 2014, le Forum Chine/CELAC est le cadre dans lequel se développent d'importantes coopérations dans de multiples domaines, comme l'a rappelé le président Xi Jinping dans le discours vidéo envoyé au sommet de Mexico (10).

Il est difficile de savoir pour le moment de quelle manière ces propositions et idées ont été discutés à huis clos entre les présidents concernés, mais on a pu constater, lors de la plénière du 18 septembre, qu'aucun des présents n'a repris à son compte ou s'est opposé l'idée d'un projet devant aboutir à une intégration incluant les États-Unis. C'est l'avenir de l'OEA qui a concentré l'attention d'une bonne partie des intervenants, montrant les divisions de toujours entre les États gouvernés par les forces progressistes qui défendent l'idée d'une structure diversifiée et sans exclusions, et ceux gouvernés par la droite. Le Président bolivien Luis Arce affirmé l'obsolescence et inefficacité de l'OEA, et la nécessité de renforcer la CELAC. Selon lui, l'OEA « ne répond aux nécessités de nos États, ni aux principes du multilatéralisme ». Miguel Diaz Canel, Président de Cuba, n'a pas fait mention de l'OEA, son pays ayant décidé de ne pas réintégrer l'organisation après l'annulation de la décision de 1962. Mais il a considéré que la CELAC est l'expression de 200 ans de luttes et d'espoirs, et, dans l'aire continentale américaine, l'évènement institutionnel le plus transcendant de ce dernier siècle. Il a plaidé pour sa revitalisation afin de permettre aux pays latino-américains de parler d'une seule voix. A droite, les présidents présents ont défendu une OEA compatible avec la CELAC et ont soutenu l'idée d'une intégration qui doit être d'abord économique et basée sur le libre échange, avant d'être politique. Deux poids lourds de la droite la plus dure ont préféré de ne pas participer à ce sommet espérant porter un coup à sa légitimité : le Brésil de Jair Bolsonaro qui n'est plus membre, et la Colombie de Ivàn Duque.

Le Ministre des Relations extérieures du Mexique, Marcelo Ebrard, a considéré dans une interview publiée le jour même de la plénière que l'OEA est le reflet d'un projet géopolitique. Selon lui, « la guerre froide est finie, mais la suprématie des États-Unis reste. Ils ont continué la bataille contre quiconque leur déplaît » (11). Pour lui, ce modèle est épuisé. Il a donné comme exemple son silence face au blocus imposé à Cuba en pleine pandémie, et malgré le vote pour le condamner de 184 pays à l'Assemblée générale des Nations-Unies.



Pour lui, ce qui est à refaire, plus que l'OEA elle-même, c'est la relation de l'Amérique latine avec les États-Unis.

L'Amérique latine, zone de paix qui plaide pour l'élimination de l'arme nucléaire.

Le sommet s'est accordé sur une déclaration finale de 44 points dans laquelle les 32 pays participants s'engagent à revitaliser la Communauté en mettant en place des plans de travail avec l'adoption d'un Plan d'autosuffisance sanitaire, la création d'un fonds pour faire face aux catastrophes (tremblements de terre, cyclones, sécheresse, etc.), et une Agence spatiale.

Le Plan d'autosuffisance sanitaire sera mis en place en coopération avec la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), l'une des cinq commissions régionales de l'ONU qui prévoit des projets pour la production et la distribution de vaccins, avec l'objectif de réduire la dépendance de la région vis à vis de l'extérieur. En Amérique latine seul Cuba a créé ses propres vaccins. Le Mexique et l'Argentine sont en train de mettre en place les structures nécessaires pour les produire.

Les pays de la CELAC se sont également engagés à continuer de renforcer la position de l'Amérique latine et des Caraïbes dans le contexte politique régional et global, en s'exprimant en tant que région à l'ONU et dans d'autres forums multilatéraux, avec des positions comme résultats émanant du consensus.

La déclaration proclame l'Amérique latine et les Caraïbes comme Zone de paix et affirme : « Un monde sans armes nucléaires est fondamental pour atteindre les objectifs prioritaires de l'humanité tels que la paix, la sécurité, le développement et la protection de l'environnement, ainsi que la nécessité d'arriver à l'élimination totale des armes nucléaires » (12). La déclaration reconnaît le Traité d'interdiction des armes nucléaires de janvier 2021 et sa contribution au processus de désarmement nucléaire et appelle à redoubler d'efforts afin de que des mesures concrètes soient prises « qui nous rapprochent du but ultime d'un monde sans armes nucléaires ».

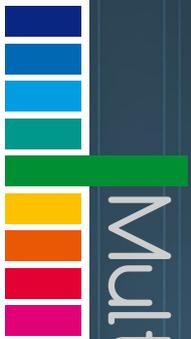
Les pays signataires se prononcent en faveur d'un ordre international plus juste basé sur le droit international et sur la Charte de l'ONU. Ils prônent la résolution des conflits par des moyens pacifiques et sans interventionnisme. Il est affirmé le droit de chaque État de construire son propre système politique, libre de menaces et de mesures coercitives unilatérales. La déclaration appelle le FMI à permettre l'accès aux Droits de tirage spéciaux et soutient la mise en place immédiate de mécanismes de redistribution de ces droits pour les pays les plus vulnérables, et l'établissement d'un mécanisme plus adapté pour le traitement de la dette souveraine.

Il existe une volonté politique des États latino-américains d'agir et de s'affirmer en tant que communauté malgré des différences parfois importantes. La déclaration adoptée à Mexico montre l'importance d'une expression propre de l'Amérique latine qui n'aurait pas été possible dans le cadre de l'OEA. Reste à savoir si la proposition du président Lopez Obrador est viable et souhaitable. Les États-Unis sont-ils prêts à accepter les principes de non-intervention, et d'autodétermination des peuples ? Cette proposition apparaît comme une troisième voie cherchant la sortie d'une relation historique de domination. Pour l'instant c'est l'existence même de l'OEA telle qu'elle est qui est à l'ordre du jour. Le rapport de forces

actuel ne permettra des changements significatifs qu'à court terme, et seulement si un renforcement durable des forces progressistes peut permettre de sortir du statu quo. Ce VI^è Sommet de la CELAC a néanmoins mis sur la table des options qu'il faudra prendre en compte dans les années à venir.

Notes et références

- 1 - <https://asialink.americaeconomia.com/columna/china-el-mayor-socio-comercial-de-iberoamerica> et <https://www.cepal.org/es/noticias/china-america-latina-caribe-buscan-profundizar-su-cooperacion-economica-comercial-medio>
- 2 - https://www.oas.org/en/media_center/speech.asp?sCodigo=10-0045
- 3 - https://www.oas.org/es/centro_noticias/comunicado_prensa.asp?sCodigo=AG-12-09
- 4 - <https://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/declaracion-lima-8-agosto-2017>
- 5 - https://www.clarin.com/mundo/oea-reconocio-jeanine-anez-presidenta-provisional-bolivia_0_QwpFgepv.html et aussi <https://www.forbes.com.mx/eu-reconoce-a-jeanine-anez-como-presidenta-interina-de-bolivia/>
- 6 - <https://www.jornada.com.mx/2021/06/15/politica/005n1pol> voir aussi <https://www.jornada.com.mx/2020/03/22/politica/009n1pol>
- 7 - Voir référence 6
- 8 - Selon la terminologie utilisée par la diplomatie étasunienne mais aussi mexicaine il s'agit de l'hémisphère occidental (western), c'est-à-dire l'hémisphère américain
- 9 - <https://www.gob.mx/presidencia/es/articulos/version-estenografica-simon-bolivar-el-libertador-natalicio-238-anos?idiom=e>
- 10 - <https://www.fmprc.gov.cn/esp/zxxx/t1909045.shtml>
- 11 - <https://www.jornada.com.mx/notas/2021/09/18/politica/un-signo-de-que-el-modelo-de-la-oea-esta-agotado-es-el-embargo-a-cuba/>
- 12 - https://www.sica.int/documentos/declaracion-de-la-ciudad-de-mexico-vi-cumbre-de-jefas-y-jefes-de-estado-y-de-gobierno-de-la-celac-18-de-septiembre-de-2021_1_128373.html





Médias, livres et événements



Événement : en janvier 2022, deuxième mandat de cinq ans pour António Guterres

Daniel Durand
Chercheur, Directeur de l'IDRP



L'actuel Secrétaire général des Nations unies a été choisi le 16 juin dernier pour assurer un deuxième mandat de cinq ans par l'Assemblée générale des Nations unies.

Trois mois avant, en mars, António Guterres avait soumis son « programme électoral » aux États-membres dans un document intitulé « Vision stratégique - Rétablir la confiance et inspirer l'espoir - Les cinq prochaines années pour l'Organisation des Nations Unies ».

Ce document, qui a certes les limites d'un programme électoral et dépend du bon vouloir des États est très intéressant pour voir quelles sont les priorités réfléchies par un homme qui s'est confronté aux réalités du monde pendant déjà cinq années. Je vous livre ci-dessous un extrait de ces priorités, avec les têtes de chapitres et des extraits (arbitraires car choisis par moi).

Le texte complet est téléchargeable ici :

https://www.un.org/sg/sites/www.un.org.sg/files/atoms/files/guterres_VisionStatement_2021_FR.pdf

« De mon point de vue, les impératifs qui se dessinent pour les cinq prochaines années sont les suivants :

À court terme, mettre en place une riposte massive et durable à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences

Le relèvement de la pandémie nous offre une chance, celle de remettre les compteurs à zéro, de relancer la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable et de tracer une voie vers un avenir plus équitable. Pour y arriver, nous devons manifestement donner toute leur place aux énergies renouvelables, ainsi qu'aux infrastructures vertes et résilientes.

Ne rien négliger dans la recherche de la paix et de la sécurité

Faisant fond sur le programme de désarmement, et compte tenu des évolutions récentes, je voudrais revoir avec les États Membres la conception du désarmement, sans pour autant abandonner les trois grands axes existants : un désarmement au secours de l'humanité, un désarmement qui sauve des vies et un désarmement au service des générations futures. Je souhaiterais notamment engager un dialogue visant à emporter une adhésion plus large en faveur de la non-prolifération, sur la voie d'un monde qui se libérerait progressivement des armes nucléaires [..]

Faire la paix avec la nature et mener l'action climatique

Il est clair qu'une action urgente s'impose sur tous les fronts pour renverser la



situation. La priorité absolue pour toutes et tous et partout, c'est l'action climatique, la protection de la biodiversité, des forêts, des océans et des milieux maritimes et, surtout, la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'objectif étant de parvenir à zéro émissions nettes d'ici au milieu du siècle.

Insuffler une puissante impulsion à la Décennie d'action pour atteindre les objectifs de développement durable et faire advenir un monde plus équitable

La vision des Nations Unies – qui est aussi une promesse – est que l'alimentation, les soins de santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation, le travail décent et la sécurité sociale ne sont pas des marchandises à vendre à celles et à ceux qui peuvent se les offrir, mais des droits humains fondamentaux auxquels nous avons toutes et tous droit.

Garantir la primauté des droits humains

En 2023, nous célébrerons le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne relatifs aux droits humains. Cela pourrait être le moment opportun pour faire le bilan, redynamiser et renouveler notre réflexion, par exemple dans le cadre d'une conférence mondiale de suivi sur les droits humains.

Faire passer l'action pour l'égalité des genres à la vitesse supérieure

Nous avons toujours été à l'avant-garde de la promotion de l'égalité des genres dans le monde, en particulier face à la pandémie et à son impact disproportionné sur les femmes et les filles. Je suis fier d'avoir atteint la parité parmi les hauts responsables de l'ONU, y compris entre les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, et nous avons mis en place une feuille de route pour atteindre la parité à tous les niveaux, ainsi qu'une représentation géographique plus équitable dans les années à venir. Il reste cependant beaucoup à faire.

Placer l'être humain au cœur de l'action

On ne devrait pas avoir à le dire. Mais tant que nous vivons dans un monde d'inégalités, le Secrétaire général se devra de le dire : améliorer la vie des gens et des peuples, c'est ce qui devra toujours caractériser notre action. « Nous, peuples des Nations Unies » : ce sont les premiers mots de notre Charte, qui réaffirme la foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine.

Relever le défi de la transformation numérique

Nous savons que d'ici dix ans, la sécurité nationale sera davantage une affaire de données, d'infrastructures critiques et de cybernétique que de chars, de canons ou de soldats. Les concepts traditionnels de sécurité doivent être modernisés, ce qui exige une approche sur mesure de la gestion de crise.

Faire avancer le multilatéralisme et notre programme commun

S'il y a une seule leçon à tirer de ces quatre dernières années, c'est que nous ne pouvons pas surmonter nos plus grands problèmes sans nous unir. [...]

Il ne s'agit pas de créer un gouvernement mondial ou de nouvelles bureaucraties, mais de permettre aux États Membres de définir ensemble les biens communs mondiaux dont la gouvernance pourrait devoir être améliorée.

Mettre le cap sur l'ONU 2.0

J'ai toujours considéré que la Charte était à même de s'adapter à l'évolution des circonstances, de permettre une coopération transversale et de garantir la cohérence des travaux des Nations Unies.



Raviver l'engagement commun envers nos valeurs pérennes

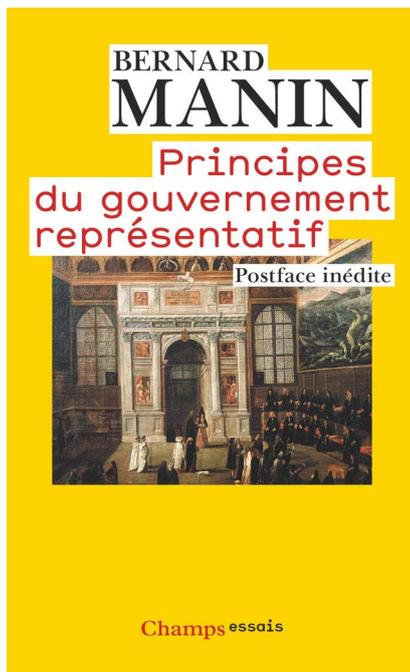
Les valeurs fondamentales de l'ONU sont pérennes et inscrites dans sa Charte. Elles ne sont la chasse gardée d'aucune région. En effet, on les retrouve dans toutes les cultures et religions du monde : paix, justice, dignité humaine, tolérance et solidarité.



Lecture : Principes du gouvernement représentatif - Bernard Manin

Jérôme Devillard

Ecrivain et essayiste



Bernard Manin a été directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), professeur de politique à la New York University, puis à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Paris. Il est connu pour ses travaux sur le libéralisme et la démocratie représentative.

Cet ouvrage n'est pas une nouveauté mais il est devenu un classique. Bernard Manin y revient sur les origines et fondements de notre système politique actuel. Dès les premiers mots de l'introduction le ton est donné « Les démocraties contemporaines sont issues d'une forme de gouvernement que ses fondateurs opposaient à la démocratie ». Tout le livre va ainsi s'attacher à nous redonner le vrai sens des mots et des institutions politiques tant démocratiques que représentatives. D'abord par un parcours historique documenté et éclairant, puis par une réflexion sur le sens de l'élection, Bernard Manin nous amène à mieux comprendre notre système

politique et ses origines.

Si ce livre est dense, il est aussi très bien construit et argumenté afin de nous faire progresser dans la compréhension des « gouvernements représentatifs », pour reprendre la dénomination de Bernard Manin. De la première démocratie à Athènes, jusqu'à nos gouvernements représentatif actuel, c'est tout le cheminement historique et idéologique qui nous est présenté, dont son tournant du XVIIIe siècle lors des grandes révolutions Anglaises, Américaines et Françaises.

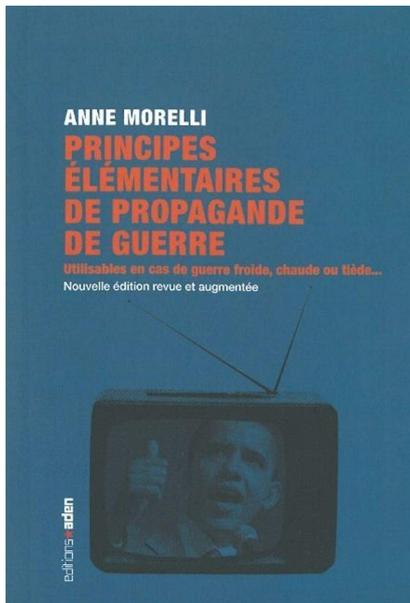
C'est au final une lecture des plus instructives et qui, sans aucun doute, donne à penser... après elle, vous n'emploieriez plus le terme de démocratie comme avant.



Lecture : Principes élémentaires de propagande de guerre - Anne Morelli

Jérôme Devillard

Ecrivain et essayiste



Anne Morelli a été professeur d'histoire critique à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et directrice du CIERL (centre interdisciplinaire d'histoires des religions) de l'ULB.

Cet ouvrage n'est sans doute pour beaucoup plus à présenter mais il est toujours bon de le relire pour ceux qui le connaissent et de le faire découvrir à ceux et celles qui ne l'ont pas encore lu.

En dix principes, s'inspirant des leçons d'Arthur Ponsomby, Anne Morelli revient sur les raisons qui nous font accepter la guerre. Chaque principe, émaillé d'exemples, appellent à réfléchir sur les justifications qui sont avancées pour la guerre. De « nous ne voulons pas la guerre » à « ceux qui mettent en doute la propagande sont des traites » en passant par « c'est une cause noble que nous défendons », les différents principes nous rappellent à quel point il est

facile d'être trompé... et à quel point nous le sommes.

Plus largement, ce livre devrait nous interroger sur les propagandes en général et sur les idées reçues que nous acceptons. C'est au final à une belle leçon d'esprit critique à laquelle nous invite Anne Morelli.

Les Cahiers de l'IDRP - Automne 2021

Publication semestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la paix.

Les Cahiers de l'IDRP publient des articles de documentation et de recherche sur la paix. Nos axes de recherches sont placés sous l'angle des recherches sur la paix avec deux approches : l'approfondissement et la popularisation des thèmes de la culture de la paix et de la non-violence, et sur le plan des relations internationales, l'étude et la promotion d'un multilatéralisme pour la paix, notamment autour des études liées au système onusien et ses valeurs.

Les textes publiés dans les Cahiers de l'IDRP reflètent l'opinion propre de chaque contributeur et non celle de l'IDRP en tant que tel.

Directeur de publication : Daniel Durand (Fondateur : Jacques Le Dauphin +) -
CPP en cours

Prochain numéro des cahiers au printemps 2022

IDRP - Siège de l'ARAC, 2 place du méridien - 94807 Villejuif Cedex

Site web : <http://www.institutidrp.org>

Courriel : secretariat_idrp@institutidrp.org

Contact : 06.60.57.07.76

